

2011

JANVIER

N°17  
4€

**NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LA REVUE **TOUT!**  
est à nous



HAÏTI UN AN APRÈS ACTU P4



EXPOSITION DE 1931 APOGÉE OU LIMITES DU COLONIALISME REPÈRES P24



DROIT AU TRAVAIL, DROIT AUX REVENUS EN DÉBATS/EN ACTIONS P28

DOSSIER **CRISE: UNE NOUVELLE PHASE**

# SOMMAIRE

**Jean-Claude Laumonier** Éditorial *Santé et dépendance: ni charité ni marché. Des droits pour tous!*

P3

## ACTU

**Thibault Blondin** Haïti *Un an plus tard, Haïti tremble encore*

P4

**Dimitris Fasfalis** Bangladesh *La révolte ouvrière*

P7

**Paul Martial** La Côte d'Ivoire, *victime de l'impérialisme*

P8

**Alain Pojolat** Entretien avec Franco de Martis *Italie, le réveil social?*

P10

## DOSSIER UNE NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

**Henri Wilno** Derrière la crise européenne, *c'est la crise mondiale qui continue*

P11

**Philippe Légié** Petite enquête *sur de grandes dettes*

P16

**Frédéric Gudéa** De Thalès à Emmanuelli *Les mécanismes de la spéculation*

P18

**Catherine Samary** Quelle monnaie? *Est-ce bien la question?*

P20

**Daniel Minvielle** Sortir de l'Euro ou *construire une autre europe*

P22

## REPÈRES

**Sylvain Pattieu** Exposition coloniale de 1931 *Apogée ou limites du colonialisme*  
Une Cité de l'immigration, *pour quoi faire?*

P24

P26

## EN DÉBATS/ EN ACTIONS

**3 textes de la commission précarité du NPA**

**Jacques** Travailler tous et toutes *pour travailler mieux et moins*

P28

**Leïla Chaïbi** Revendiquer le droit au revenu *au-delà du droit à l'emploi*

P29

**Louis-Marie Barnier** un débat *lié à l'histoire*

P31

**Antoine Boulangé** Poste-colonialisme *Un apport indispensable à la réflexion anticapitaliste*

P32

## NOTES DE LECTURE

**Gisèle Felhendler** Une théorie de l'assujétissement *et de la résistance*

P33

## CULTURE

**Henri Clément** Blacksad *un chat noir qui fera votre bonheur!*

P34

© Photothèque Rouge/JMB

### AVERTISSEMENT

Comme il est de règle, les articles signés sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs.



# Santé et dépendance : ni charité ni marché. Des droits pour tous !

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

Sarkozy et son gouvernement n'attendent 2012.

Pour eux, 2011 ce sera une année d'attaques généralisées contre la santé et la protection sociale. La mise en œuvre des contre-réformes déjà adoptées (à commencer par les retraites) sera complétée par de nouveaux dispositifs avec pour couronnement la « dépendance », dernier « grand chantier » du quinquennat.

La droite « décomplexée » veut le retour à la bonne vieille recette libérale : responsabilité individuelle et assurances personnelles pour ceux qui le peuvent, charité pour les autres !

Dans une interview au journal *la Croix*<sup>1</sup>, Gérard Longuet, président du groupe UMP au Sénat, le dit sans détour : « *la dépendance, c'est d'abord une affaire de responsabilité individuelle et familiale. Il faut se préparer à vieillir dépendant, à un moment ou à un autre, et donc s'organiser à cet effet par l'épargne, l'assurance, la solidarité intergénérationnelle, et ne renvoyer la facture à la collectivité publique que dans les cas minoritaires.* »

Avant la dépendance, la même logique s'est appliquée depuis 2007 à l'assurance maladie, à l'hôpital, aux retraites avec les résultats que chacun mesure aujourd'hui.

## DES SOINS TOUJOURS PLUS CHERS

La création de la Sécurité sociale en 1945, ainsi que celle de l'hôpital public avaient un but : « *permettre à tous*

*d'accéder aux meilleurs soins.* »

Paradoxe : dans un pays où la richesse double tous les 50 ans, où la médecine a fait des progrès prodigieux, on s'en éloigne chaque jour davantage.

« Franchises » sur les soins, déremboursement de médicaments utiles, la part des soins restant à la charge des malades s'accroît. L'assurance maladie ne rembourse plus que 55% des frais de santé hors de l'hôpital. Les tarifs des mutuelles et assurances complémentaires s'envolent. Les hausses atteignent parfois 10% pour 2011. Une santé à plusieurs vitesses s'installe : ceux qui sont assez fortunés pour s'offrir les meilleurs soins, ceux qui devront se contenter du « bas de gamme » et ceux qui n'auront pas les moyens de se soigner.

## DE LA LOI BACHELOT...

### À LA RÉFORME « HUBERT »

2011, verra aussi l'application à plein régime de la loi Bachelot (Hôpital, patients, santé et territoires). Lors d'un déplacement à l'hôpital d'Avignon, le 21 décembre 2010, Sarkozy a confirmé la volonté d'imposer par tous les moyens le « *retour à l'équilibre budgétaire* » des hôpitaux, qui pour lui, doivent être d'abord des entreprises rentables. Pénurie de personnel, fermeture et regroupement de services hospitaliers, délais d'attente et manque de lits vont donc s'aggraver. Avec le rapport Hubert, approuvé par le chef de l'État, la médecine de ville

va être soumise aux mêmes contraintes : limiter les missions des médecins de villes aux actes à « *forte valeur ajoutée* » [sic]. Rationner les soins pour gagner plus devra être le nouveau credo médical !

## ENFIN 2011 SERA L'ANNÉE DE LA « DÉPENDANCE ».

La création annoncée d'une nouvelle branche de la Sécurité sociale n'est qu'un écran de fumée. Le projet concret du pouvoir, c'est l'obligation d'adhérer à une assurance privée pour le plus grand profit d'AXA ou de Malakoff Médéric (dont le PDG est... Guillaume Sarkozy). Les autres pistes envisagées sont une nouvelle journée de travail gratuit et la récupération par l'État des héritages. Enfin la charité publique interviendrait pour « les plus démunis ».

En un mot : toutes les hypothèses sont ouvertes, sauf prendre sur les profits par l'accroissement des cotisations sociales (dites patronales).

## POUR LA DÉPENDANCE, LA SANTÉ, COMME POUR LES RETRAITES, UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES

Nous vivons dans une société qui a plus que les moyens d'une Sécurité sociale finançant à 100% des soins de qualité, la dépendance, (pas seulement celle des plus âgés, mais de tous ceux qui ont perdu leur autonomie), la retraite dès 60 ans correspondant aux meilleures années de salaires.

Encore faut-il imposer que la richesse aille là plutôt que dans la poche des actionnaires. Il s'agit de décisions politiques, de rapport de forces sociaux et non de fatalité économique. Tracer cette alternative politique est une des conditions nécessaire à la relance et à la généralisation des luttes sociales, c'est l'objectif de la campagne dans laquelle s'engage le NPA et qu'il propose à tous ceux pour qui une autre répartition des richesses permettrait de prendre soin de tous. □

<sup>1</sup> La Croix du 16 décembre 2010

# Un an plus tard, Haïti tremble encore

PAR THIBAUT BLONDIN

*Le 12 janvier 2009, un tremblement de terre tuait près de 200 000 personnes et détruisait les faibles infrastructures de l'île. Un an plus tard, l'aide promise n'est quasiment pas arrivée. Des centaines de milliers d'Haïtiens vivent sous des bâches et les puissances impérialistes occupent la pays par le biais de l'ONU. Les élections qui se sont tenues en novembre, véritable mascarade, n'ont pas permis à ce jour de faire émerger un nouveau pouvoir sur l'île.*

**U**ne année est passée et Haïti tremble toujours. Ce n'est plus la terre qui s'ouvre et vibre tuant plus de 200 000 personnes et mettant plus de 1,3 million d'Haïtiens sous les bâches des camps d'infortune. C'est le Haïti de la révolte qui gronde face à l'incurie d'un gouvernement d'oligarques et aux troupes d'occupation de l'ONU (Minustah).

Le tremblement de terre et le choléra ne doivent pas dissimuler les véritables raisons d'une catastrophe annoncée. Une catastrophe qui est le prolongement d'une longue histoire coloniale et enfin émancipatrice depuis la déclaration de la République noire en 1804. Car quand bien même Haïti fut la première République noire, deux siècles se sont écoulés de luttes acharnées contre la volonté omnipotente des États-Unis et de la France de continuer à piller les richesses de l'île et d'asservir ce peuple, et c'est pour ces mêmes raisons que les Haïtiens se soulèvent aujourd'hui.

## LA MALÉDICTION QUI EFFACE L'HISTOIRE

Au lendemain du 12 janvier 2010, l'émotion est mondiale et tous les projecteurs se braquent sur Haïti. Des grandes déclarations des dirigeants mondiaux jusqu'à l'aide humanitaire, tout s'organise très vite tandis que journaux télévisés et presse écrite évoquent une «malédiction» qui toucherait l'île. Si cette malédiction était nommée capitalisme ou impérialisme peut-être serions-nous tombés d'accord. Mais cette malédiction, dénomination au relent mystique et superstitieux, escamote la misère, un État délabré et des infrastructures laborieuses qui n'ont rien à voir avec la malchance mais bien avec le pillage auquel l'État français participe depuis des siècles. Peu de plumes ont rappelé l'émancipation

douloureuse de la jeune République noire dont la France exigeait 150 millions de francs en échange de sa reconnaissance. Cette somme qui représentait alors l'équivalent d'une année du budget français est l'acte fondateur de la dette haïtienne. Plusieurs décennies sont nécessaires à son remboursement. Les États-Unis ne reconnaissent Haïti qu'en 1864. Puis viennent l'invasion américaine et les décennies sanglantes des Duvalier et leurs tontons macoutes, régime qui décima toute opposition sociale et politique pour des années, soutenu par la France et la plupart des États. C'est durant ces années que le pillage de l'île par une oligarchie atteint son paroxysme. Environ 1 milliard d'euros ont été détournés par Duvalier père et son fils surnommé Baby Doc en échange d'un régime de terreur qui offrait une main-d'œuvre bon marché. Cette somme, qui correspond à la dette haïtienne, dort tranquillement dans des comptes en Suisse au vu et au su de tous, tandis que Baby Doc se prélassait paisiblement sur la Côte d'Azur.

## UNE AIDE TUTÉLAIRE

L'émotion mondiale débouche sur une vague de dons aux ONG. Les gouvernements à travers plusieurs conférences s'engagent sur une aide internationale. Le sujet des débats entre les grandes puissances donatrices se concentre alors sur l'incapacité de l'État haïtien à organiser la reconstruction. C'est bien d'une mise sous tutelle qu'il s'agit, ce que les grandes nations et certains chroniqueurs (comme l'infatigable Bernard Guetta) suggèrent. L'organisation de l'aide internationale ne parvient aux Haïtiens que par le biais des ONG et d'autres organismes privés sans passer par l'État haïtien. Depuis le tremblement de terre, c'est la fondation Clinton qui gère cette aide. Alors que

les États-Unis n'ont pas versé un dollar de l'aide promise, c'est une mainmise de la fondation sur ce flux d'argent et sur les investissements qui est opérée. Les États-Unis étant le premier investisseur sur l'île, il apparaît clairement que cet argent sera surtout utilisé dans le but de développer les infrastructures permettant les investissements. Cette politique s'inscrit dans le prolongement de celle menée par des pays comme la France et les États-Unis avant le séisme. Les lois HOPE 1 et 2 votées en 2006 puis en 2008 sous l'administration Bush ont permis aux entreprises américaines de l'industrie de l'assemblage (principalement du textile) de vendre leur production sur le sol américain sans payer de droits de douane. Cette politique ultralibérale de développement économique ne générera quasiment aucun emploi, 3 500 créations d'emploi contre les 70 000 annoncées. Cette politique mène au déclenchement de grèves en juillet 2009 pour des augmentations de salaires.

Il s'agit donc aujourd'hui pour bon nombre d'États et principalement les États-Unis de remodeler Haïti, un des pays les plus pauvres du monde avec une des main-d'œuvre les moins chères, en contrôlant la reconstruction qui représente à elle seule une manne financière gigantesque, rendant l'île encore plus profitable pour les investisseurs étrangers. Les mots ne trompent pas et si Dominique Strauss-Kahn évoque «une aide plus vaste pour la reconstruction» sur le modèle «d'un plan Marshall», Obama dès les premières minutes réagit en déclarant : «Les États-Unis vont déployer les moyens de sa puissance». Nul besoin de lire entre les lignes. Ce plan certes plus vaste est dans la lignée des différentes politiques menées depuis l'effondrement des Duvalier : programme d'ajustements structurels, Cadre de coopération intérimaire (2004), Document de stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSNCRP, 2007-2010), lois HOPE 1 et 2 (2005 et 2008), rapport Collier (2009) et Accords de partenariat économique (APE) signés en 2010. Ce plan vise donc à adapter Haïti au capitalisme néolibéral mondialisé.





© wikimediacommons

Les intérêts géostratégiques rentrent également en jeu dans une Amérique latine où de nouveaux leaders tel Chávez ou Morales handicapent la politique impérialiste américaine qui cherche à assurer sa domination sur le continent sud-américain. Rappelons que des médecins cubains et vénézuéliens étaient parmi les premiers sur l'île, ce qui explique entre autres pourquoi dès les premières heures les marines ont donné la priorité au contrôle de l'aéroport, filtrant ainsi l'acheminement de l'aide selon des critères politiques au grand dam de la France de Kouchner et Sarkozy.

#### UN PAYS SOUS OCCUPATION

C'est dans ces conditions qu'une présence militaire est impérative comme elle pouvait l'être avant le tremblement de terre. Comme l'annonçait dès le mois de janvier l'année dernière, Edmond Mullet, le nouveau représentant des Nations unies en Haïti: *«La Minustah y est pour au moins les dix prochaines années.»*

Alors qu'à peine 2% des 5,3 milliards de dollars d'aide sont parvenus, c'est plus de 600 millions de dollars qui sont engloutis

par cette armée d'occupation présente depuis 2004 sur l'île, soit près de 4 milliards de dollars en six ans. On imagine le nombre d'écoles, d'hôpitaux qu'il aurait été possible de construire avec cet argent. Cette force d'occupation de l'ONU était, à l'origine, soi-disant présente en Haïti pour sécuriser le pays alors que l'insécurité y est plus faible qu'au Brésil ou en Jamaïque.

La colère monte au fur et à mesure de cette année 2010 en même temps que l'espoir faiblit au fil des mois. Face à un État dramatiquement absent et dénué de réaction, les Haïtiens avaient reporté leurs espoirs sur les troupes de l'ONU quant à la reconstruction et le sauvetage des survivants. Or, il ne s'agit pas pour ces troupes de venir en aide mais de maintenir un État fantoche, d'empêcher les pillages et d'assurer une relative tranquillité jusqu'à la tenue des élections. D'ailleurs le jour et le lendemain du tremblement de terre, les troupes basées sur la côte ne s'étaient pas déplacées pour venir en aide.

Le choléra brise définitivement les dernières illusions. En effet, après plusieurs enquêtes épidémiologiques, l'origine de l'épidémie est bien liée à la présence de troupes népalaises

porteuses de germes. La maladie qui avait disparu depuis plus d'un siècle vient s'abattre entre deux ouragans comme un fléau de plus, soulignant une fois de plus l'incurie de l'État haïtien.

Le souvenir des troupes américaines qui occupèrent le pays de 1914 à 1934 est encore fort dans les mémoires et les Haïtiens n'ont plus aucune illusion sur la raison de l'occupation militaire étrangère. Les manifestations explosent contre la Minustah qui riposte par des tirs contre les manifestants, entraînant plusieurs dizaines de morts.

#### ÉLECTIONS ET RÉVOLTE SOCIALE

Les manifestations anti-Minustah se sont produites également en pleine période d'élections présidentielles, législatives et sénatoriales. Des élections au coût faramineux puisque pour le seul candidat du pouvoir, Jude Célestin, 33 millions de dollars ont été engloutis. Les autres candidats ont également dépensé des sommes gigantesques provenant

1. Voir la vidéo « Haitian Election Complete Disaster! Fraud Rampant Everywhere! » <http://www.youtube.com/watch?v=U3qgB55-n-E>



bien souvent des narcotrafiquants et des riches familles qui se partagent Haïti. Une vingtaine de familles haïtiennes possèdent 80% des richesses tandis que 20% des plus pauvres n'ont que 1,5% du revenu national haïtien. Les dix-neuf candidats étaient tous issus du camp qui détient les richesses de ce pays. Cette mascarade électorale orchestrée par le pouvoir, par le biais du Comité électoral provisoire (CEP) et avec l'aide de la Minustah n'a pas calmé la colère d'un peuple qui ne voit toujours pas une lueur d'espoir un an après la catastrophe.

La fraude a été massive et il suffit de regarder sur internet quelques vidéos et reportages de médias plus courageux que les médias français, pour se rendre compte de l'étendue de cette mascarade<sup>1</sup>. On peut y voir des urnes balancées le soir même dans des fossés, des électeurs voter plusieurs fois, d'autres mettre des poignées entières de bulletins dans les urnes.

Au sortir de cette élection, la situation politique reste bloquée puisque la fraude massive ne donne aucune légitimité aux candidats, décrédibilise un peu plus le pouvoir face à un silence des plus consternants de la communauté internationale. Cette dernière

se fait davantage entendre à propos de la Côte d'Ivoire. Quinze jours après l'élection, la demande de l'Organisation des États américains (OEA) de reporter la publication des résultats paraît bien dérisoire. Et lorsque le CEP, le 20 décembre accepte de recompter les bulletins, la supercherie prend tout son sens et la volonté de faire retomber la pression ne peut être que vaine. Malgré l'absence d'organisations progressistes ou sociales de masse, les Haïtiens, très conscients du poids de l'histoire du pays, de la corruption qui règne à la tête de l'État et de la voracité de la communauté internationale ne devraient pas se taire de sitôt.

La dérégulation agricole qui va sans cesse s'accéléralant dans l'île pousse également les Haïtiens des campagnes à la révolte. De nombreuses marches ont été organisées dans les principales villes de province. Des années de dérégulation sur le marché haïtien du riz ont fini de casser l'agriculture déjà mal en point. Importation de riz américain subventionné, réduction des tarifs douaniers, épuisement de la terre par la culture outrancière de la canne et du café, jettent la misère dans les campagnes où bon nombre d'Haïtiens des villes s'étaient réfugiés après le tremblement de terre. La répression est

là aussi identique avec une Minustah qui défend une fois de plus les mêmes intérêts.

Une année est passée et toujours plus d'1 million de personnes dorment dans des camps, le choléra se propage de plus en plus tandis que des centaines d'écoles manquent toujours dans un pays qui compte 70% d'analphabètes. Après avoir démontré leur capacité à s'auto-organiser devant l'absence totale de l'État au lendemain du tremblement de terre pour débayer les rues et les secourir, les Haïtiens reprennent le chemin de la contestation entamée l'an passé durant les grèves pour le salaire minimum. La répression de la Minustah qui défend l'État et, derrière ce dernier, une communauté internationale vorace, risque de s'intensifier ces prochaines semaines. Les Haïtiens devront continuer de s'organiser pour s'opposer à un plan de reconstruction dont l'unique but est la réorganisation économique de l'île. La solidarité peut s'organiser à l'étranger comme en France en réclamant l'annulation de la dette et le remboursement des sommes volées par les Duvalier et l'État français en 1830, la question de la dette touchant en Haïti à son paroxysme. □



# La révolte ouvrière au Bangladesh

PAR DIMITRIS FASFALIS

**D**imanche 12 décembre, Bangladesh : la police tire à balles réelles sur une foule d'ouvriers du textile en colère, tuant quatre manifestants et faisant de nombreux blessés. La répression policière à Dacca et à Chittagong (sud-est) contre les dizaines de milliers d'ouvriers du textile n'empêche pas le mouvement de continuer le lundi 13 décembre. Plus de 4000 ouvriers bloquaient alors les routes et occupaient le district de Gazipur (au nord). L'enjeu ? Pour les travailleurs, il s'agit d'arracher le minimum nécessaire à leur survie. Pour les employeurs et l'État, il faut sauvegarder un «business-friendly environment», c'est-à-dire un baigne capitaliste semblable à ceux qu'on rencontre dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* de F. Engels (1844).



Photothèque Rouge/Méno

Commencé en juin, le mouvement social au Bangladesh s'est rapidement heurté à la répression de l'État : arrestations arbitraires, utilisation de gaz lacrymogènes et de balles de caoutchouc, tirs à balles réelles, emprisonnement et filature de militants syndicaux. Les syndicats ouvriers ne sont autorisés que dans les usines à l'extérieur des six zones franches d'exportation et à condition qu'au moins 30% des salariés en fassent la demande. Autant dire que la bourgeoisie exerce une dictature sans partage dans le secteur de l'habillement-textile qui représente 80% des exportations nationales. La violation des droits des travailleurs n'est cependant pas le seul fait de l'État et des fabricants-exportateurs bangladais. Les donneurs d'ordre sont des firmes occidentales : Gap, Zara, H&M, Lee, Gildan, Burton, etc. Les prix d'achat des vêtements fabriqués dans les usines du Bangladesh sont fixés par ces firmes.

L'absence de droits politiques n'a pourtant pas suffi à effrayer les travailleurs. Des centaines de milliers d'entre eux ont cessé le travail au Bangladesh et au Cambodge entre juillet et septembre dernier. Pourquoi ? Pour assurer leur survie. Leur revendication est un salaire qui couvre leurs besoins vitaux, c'est-à-dire 55 euros par mois. Lorsque, le 30 juillet,

gouvernement et employeurs ont fait passer le salaire minimum mensuel au Bangladesh de 19 à 32 euros, la réponse des ouvriers a été une grève massive (jusqu'au 10 août), des manifestations, le blocage des autoroutes de la capitale et la mise à sac de magasins de luxe et de certaines usines. Précédemment, entre le 19 et 22 juillet, les ouvriers avaient fait grève et érigé des barricades pour affronter les forces de l'ordre dans le district industriel au nord de Dacca.<sup>1</sup> Le mouvement récent (en décembre) réclamait l'application immédiate des accords du 30 juillet. L'État et les employeurs ont sans cesse reporté leur application alors qu'ils devaient être mis en œuvre dès le 1<sup>er</sup> novembre.<sup>2</sup>

Effrayée par la portée de la grève au Bangladesh, la junte militaire en Birmanie a décrété le 20 août dernier que tout salarié qui participe à une grève ou une manifestation sera inscrit sur une liste noire et licencié sur le champ.<sup>3</sup> Au Cambodge, 200000 travailleurs du textile ont fait grève du 13 au 15 septembre pour exiger un salaire de 93 dollars par mois.<sup>4</sup> Craignant une contagion de la révolte ouvrière dans toute la région de l'Asie du Sud-Est, les employeurs et les États capitalistes ont fait preuve d'une conscience de classe aiguisée.

Qui sont ces ouvriers révoltés ? Il s'agit en majorité de jeunes femmes venues des campagnes, vivant dans les bidonvilles, travaillant douze heures par jour, six, et souvent sept jours par semaine, et dont le travail est rémunéré à la pièce. Ces jeunes filles fuyant la misère des campagnes ont aujourd'hui fait voler en éclat l'idée chauvine que les travailleurs asiatiques sont toujours prêts à tout pour un salaire de misère. D'autre part, ces mobilisations collectives démentent l'idée que le prolétariat aurait disparu. Sa transformation n'en a pas fait une classe « intégrée » au système capitaliste comme le prétendent certains théoriciens critiques. Ces mouvements de masse montrent enfin que l'industrialisation de l'Asie, bien qu'elle ait été vécue par le mouvement ouvrier en Europe comme une menace au cours des quarante dernières années, a posé néanmoins les fondements (et donc la possibilité) d'une union élargie et renforcée des travailleurs face au capital. □

1. Le Monde, 30 juillet et 10 août 2010. AFP, 22 juillet 2010.

2. L'Humanité, 13 décembre 2010.

3. Voir l'appel de solidarité : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article18538>.

4. Le Monde, 17 septembre 2010.



# La Côte d'Ivoire victime de l'impérialisme

PAR PAUL MARTIAL

*De nouveau, la Côte d'Ivoire est plongée dans une crise profonde qui prend ses racines dans les conditions de son indépendance, dans les politiques imposées par les institutions financières internationales et les luttes entre les factions de la bourgeoisie pour le contrôle de l'État.*

*Le retour sur l'histoire récente du pays permet de mieux comprendre l'épreuve de force qui se joue sous nos yeux.*

**L**a lutte nationaliste, après la Seconde Guerre mondiale, est avant tout menée en Côte d'Ivoire par la bourgeoisie locale. Dès 1946, Houphouët-Boigny fonde une organisation de type syndical, le SAA (Syndicat agricole africain) qui regroupe les petits et grands planteurs ivoiriens de la colonie française. Ce SAA ne cessa de lutter pour l'égalité des droits entre planteurs locaux et coloniaux. Il fournit les militants et les cadres du RDA (Rassemblement démocratique africain) qui est représenté dans la plupart des colonies françaises en Afrique.

Si le RDA –renommé plus tard PDCI–, pendant quelques années, se trouve en alliance avec le Parti communiste français, Houphouët-Boigny rejoint rapidement les rangs de l'UDSR de Mitterrand. Sa principale bataille pour la suppression du travail forcé dans les colonies permet de mettre un terme à une situation scandaleuse qui prévalait à l'époque, mais est aussi le moyen de conforter la bourgeoisie locale qui ne pouvait bénéficier de cette main-d'œuvre, contrairement aux planteurs coloniaux.

Houphouët-Boigny est, avant tout, l'homme qui accompagne l'indépendance de son pays plus qu'il ne la conquiert et reste,

toute sa vie durant, le serviteur des intérêts économiques et politiques de la France.

## MIRACLE OU MIRAGE IVOIRIEN

Dès le début de l'indépendance, Houphouët-Boigny oriente le pays vers le libéralisme en jouant au maximum sur son économie de rente, le cacao et le café. Très vite le pays devient le premier producteur mondial de cacao dont les cultivateurs sont obligés de vendre leur récolte à la caisse de stabilisation. Cette caisse, contrôlée par le pouvoir, joue un rôle prépondérant dans l'économie du pays en profitant du différentiel des prix d'achat aux planteurs et des prix de vente sur le marché mondial. Malgré cela, les producteurs de cacao engrangent de forts bénéfices du fait des salaires extrêmement bas versés aux ouvriers agricoles dont la plupart sont des immigrés, essentiellement venus des pays de la bande sahélienne, notamment du Burkina Faso.

En effet, la Côte d'Ivoire, de par sa politique d'accueil des immigrés et de son niveau économique, attire des centaines de milliers de ressortissants d'autres pays africains. Ainsi dans les années 1980, on estime à 30% la population non ivoirienne qui devient la

cible d'une politique xénophobe utilisée par la plupart des leaders politiques.

Progressivement se crée une situation où les Ivoiriens occupent les métiers du commerce, de la fonction publique et autres activités du tertiaire, pendant que les populations immigrées au nord assurent le travail agricole. Cette situation perdure pendant des décennies ; jusque dans les années 1980, la Côte d'Ivoire est un pays cité en exemple, dans toutes les chancelleries occidentales, pour son dynamisme économique, mais aussi pour son rôle de défense des intérêts occidentaux et de lutte anticommuniste sur le continent entretenant même des relations avec le régime d'Apartheid d'Afrique du Sud.

Les multinationales encouragent d'autres pays comme la Malaisie, mais aussi le Ghana ou le Cameroun, à produire le cacao engendrant une situation de surproduction sur le marché et un effondrement des prix de près de la moitié ce qui plonge le pays dans une crise économique.

Cette situation rend insupportable la corruption généralisée de l'élite ivoirienne et le gaspillage éhonté de l'argent de la vente du cacao. L'exemple de la construction de Yamoussoukro comme nouvelle capitale



© wikimediacommons



Laurent Gbagbo et Allasane Ouattara © wikimediacommons

du pays ou la construction de la réplique de la basilique de Rome est l'archétype même des éléphants blancs, ces projets aussi faramineux qu'inutiles... sauf pour les entreprises françaises qui ont assuré la construction de ces édifices.

La dégradation des termes d'échanges pousse le régime d'Houphouët-Boigny à s'endetter au point que la Côte d'Ivoire devient dans les années 1980 le plus endetté de toute l'Afrique.

#### FAILLITE ET CRISE POLITIQUE

Étranglée par la dette, ruinée par la baisse des prix du cacao et du café, la Côte d'Ivoire se déclare en cessation de paiement en 1987. Les institutions financières internationales vont, comme pour les autres pays, mettre en place les politiques d'ajustement structurel. Libéralisation des marchés avec abaissement des droits de douane, licenciements et baisse des salaires pour les fonctionnaires, suppression des subventions pour les produits de première nécessité, déstructuration des services publics de santé et d'éducation, privatisation des entreprises publiques au profit des multinationales, principalement françaises qui sont présentes à travers 140 filiales. Cette politique est appliquée par Alassane Ouattara, Premier ministre de l'époque, ancien administrateur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

Dans les années 1990, Houphouët-Boigny est affaibli par une santé fragile, son entourage est discrédité par les scandales de la corruption. Le mur de Berlin s'effondre, l'heure est à l'ouverture démocratique d'autant que les mouvements sociaux donnent de la voix, à tel point que la lutte des enseignants est à deux doigts de faire vaciller le pouvoir. À la tête de cette lutte se trouve un syndicaliste: Laurent Gbagbo qui incarne l'opposition avec le Front populaire ivoirien (FPI), organisation membre de l'Internationale socialiste.

Mort en 1993, Houphouët-Boigny laisse un pays en crise. Conformément à la Constitution, Konan Bédié, président de l'Assemblée nationale, lui succède. Très tôt, il tente d'installer une dictature, emprisonne Laurent Gbagbo et lance la politique de l'ivoirité qui n'a qu'un but celui d'empêcher Ouattara, seul candidat sérieux, à pouvoir se présenter.

#### COUP D'ÉTAT ET COUP D'ÉCLAT

En 1999, le chef d'état-major de l'armée ivoirienne, Robert Guéï prend le pouvoir et démet Bédié; c'est le premier coup d'État du pays qui ouvre une phase d'instabilité reflétant la crise économique et politique. Guéï se présente comme un démocrate et autorise l'existence des deux organisations d'opposition le FPI de Gbagbo et le Rassemblement des républicains (RDR) de Ouattara. Aux élections présidentielles d'octobre 2000, les principales candidatures – Bédié du PDCI et Ouattara du RDR – sont écartées pour ne garder que Guéï et Gbagbo. Les deux se déclarent vainqueurs, Gbagbo en appelle à la population pour affronter la garde prétorienne de Guéï qui sera obligé de partir, mais au prix de dizaines de morts. Quant à ceux qui ont été écartés, ils exigent de nouvelles élections qui sont refusées par Gbagbo. De nouveau, des affrontements éclatent entre partisans de Gbagbo et de Ouattara, les morts et les blessés se comptent par dizaines.

Une nouvelle tentative de coup d'État en 2002 est la source de la partition du pays entre les soldats mutins qui occupent le nord (ils se dénommeront plus tard les Forces nouvelles) et le sud avec les forces loyalistes de Gbagbo.

Gbagbo va faire appel à la France en tentant de faire jouer les accords secrets militaires signés du temps de Houphouët-Boigny. Le gouvernement français intervient

seulement pour empêcher que les Forces nouvelles s'emparent d'Abidjan, ce qui fige la séparation du pays.

La France oblige Gbagbo à parapher les accords de Marcoussis qu'il dénonce dès son arrivée à Abidjan, et tente une offensive militaire contre le nord au cours de laquelle un camp de l'armée française est bombardé; aussitôt la France détruit l'aviation ivoirienne, les jeunes patriotes pro-Gbagbo envahissent les rues et se dirigent vers l'hôtel Ivoire où sont stationnées des troupes françaises; c'est le massacre, l'armée française tire faisant au moins 60 morts des centaines de blessés.

Sous la médiation de Thabo Mbeki (alors président d'Afrique du Sud), un gouvernement d'union se met en place avec, comme finalité, l'organisation d'élections censées mettre fin à la crise. On voit aujourd'hui qu'il n'en est rien.

#### UN VRAI PERDANT

S'il est plutôt difficile de connaître avec certitude le vrai vainqueur de ces élections, il est par contre aisé de savoir qui est le perdant: le peuple. En effet, il voit ses conditions d'existence se détériorer, les prix ont été multipliés par deux et parfois par trois, comme pour l'énergie. Un peuple pris en otage par deux factions de la classe dirigeante qui se disputent le pouvoir et ses richesses. Aucun des deux, quand ils étaient aux affaires n'a pris de mesures pour répondre aux besoins sociaux de la population, ni Ouattara, l'homme du FMI et des grandes puissances, ni Gbagbo qui, si au début a bien tenté de diversifier les relations économiques de la Côte d'Ivoire, s'est vite ravisé et fait la part belle aux multinationales françaises, les 600 entreprises ne s'en sont jamais plaintes. La seconde certitude est que la communauté internationale (surtout la France et l'Union européenne) est plutôt mal placée pour donner une quelconque leçon de démocratie en Afrique. Elle qui a soutenu les dictateurs, comme Deby au Tchad ou Bozizé en Centrafrique et entériné les mascarades électorales des Sassou Nguesso au Congo, des Faure Gnassimé au Togo, des Ali Bongo au Gabon ou des Ould Aziz en Mauritanie...

Notre soutien va au peuple ivoirien, à ses organisations de la société civile qui exhortent la population à ne pas se laisser animer par les sentiments xénophobes et à ne pas jouer le rôle de « chair à canon » en se faisant manipuler par l'une ou l'autre des deux factions de la bourgeoisie ivoirienne. □

# Italie: le réveil social ?

**PROPOS RECUEILLIS  
PAR ALAIN POJOLAT**

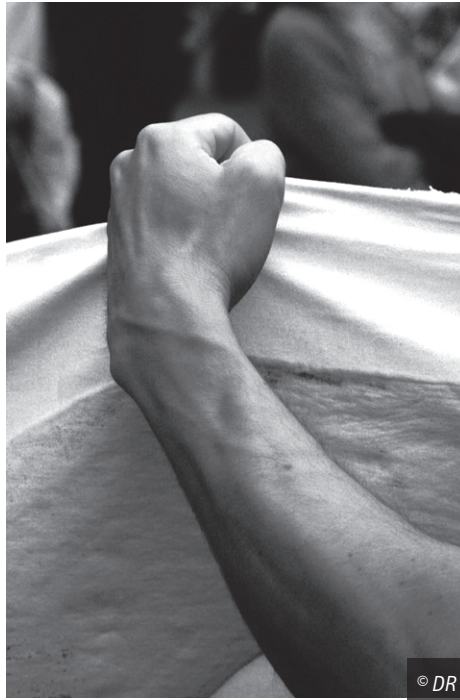
*L'Italie est à son tour touchée depuis plusieurs semaines par d'importantes manifestations de rejet des effets de la crise (voir Tout est à nous ! n° 83). Nous revenons sur ces derniers événements avec Franco De Martis, militant historique de l'Autonomie ouvrière romaine.*

## **LA CRISE QUI SECOUE ACTUELLEMENT L'ITALIE N'EST-ELLE QU'UN RAS-LE-BOL DES OULTRANCES DU BERLUSCONISME ?**

Non bien sûr, cette crise est la conséquence de la prise de conscience d'une grande partie de la jeunesse italienne, en particulier sa fraction la plus jeune, qu'il n'y a pas d'avenir pour elle dans cette société. Pour être plus précis: les lycéens, la jeunesse «pré-ouvrière» constituée des apprentis et des stagiaires aux débouchés improbables, les précaires qui font des petits boulots non gratifiants et sans avenir (caissierEs de supermarchés, ouvrierEs spécialisés des centres d'appels téléphoniques...). Les étudiants quant à eux se sont soulevés contre la réforme Glemini qui vise à chasser les chercheurs aux statuts précaires de l'université, en leur retirant toute possibilité de titularisation. La génération des 35-40 ans qui n'a jamais connu que la précarité a également rejoint le mouvement.

## **AINSI, TOUTES CES CATÉGORIES QUE TU VIENS DE DÉCRIRE SE SONT RETROUVÉES AU COUDE À COUDE DANS LA RUE ?**

À Rome, par exemple, ce sont les jeunes des quartiers défavorisés de la banlieue qui ont marché sur le centre historique, et c'est un phénomène nouveau. Nous n'avons pas ici comme en région parisienne, de quartiers peuplés majoritairement d'habitants issus de l'immigration, mais il n'empêche que la spéculation immobilière et l'appauvrissement massif ont créé des ghettos désertés par les services publics, mal desservis faute de transports en commun. On peut employer le terme de relégation sociale. Outre cette jeunesse précarisée, les salariés sont descendus massivement dans la rue, derrière leurs banderoles syndicales: de la CGIL et notamment de sa fédération des ouvriers de la métallurgie (Fiom), des Cobas (comités de base) de la RDB (Union



© DR

syndicale de base implantée dans la santé publique, l'administration et les sapeurs-pompier). Les centres sociaux, expression culturelle de la jeunesse urbaine, étaient là eux aussi.

La nouveauté de ce mouvement réside dans sa spontanéité et son caractère massif. Le service d'ordre des collectifs universitaires et des organisations syndicales qui avait été mis en place s'est retrouvé rapidement dépassé par les événements. Les «antagonistes» ont affronté la police de Berlusconi avec une rage et une détermination dignes des années 1970 qui nous ont surpris, nous les anciens! Des gens se jetaient à mains nues contre les robocops et les blindés, s'attaquaient aux symboles de la richesse (voitures de luxe, banques)... Du jamais vu depuis 25 ans! Les flics eux-mêmes étaient surpris et ont mis un certain temps à s'organiser...

## **QUEL AVENIR VOIS-TU À CE MOUVEMENT ?**

Pour le moment, ce mouvement se cherche et n'a pas encore produit une quelconque plateforme permettant de fédérer ses composantes, surtout chez les plus jeunes. Le mouvement syndical a lui ses propres revendications, les centres sociaux enracinés depuis longtemps dans les quartiers également, mais le mouvement doit au plus vite trouver un espace de réflexion collective

pour tracer des perspectives à la partie la plus jeune et la plus radicale. Par ailleurs, la loi Glemini a été votée le 23 décembre malgré la mobilisation. Il peut y avoir un effet de démobilisation, mais rien ne l'indique pour l'instant. Le mouvement étudiant s'oriente dès maintenant vers un boycott des effets de la loi, afin de créer une mobilisation telle qu'elle soit abandonnée. Mais l'hypothèse d'un durcissement du pouvoir existe. Ainsi, en pleine trêve des confiseurs, 200 bergers sardes, venus manifester pacifiquement à Rome, ont été sauvagement matraqués dès leur sortie du ferry à Civitavecchia. Le pouvoir a manifestement peur de la contagion!

## **ET LA «GAUCHE» DANS TOUT ÇA ?**

La réponse à cette question mériterait un article en elle-même! Il n'y a plus en Italie une véritable «gauche» institutionnelle. La «droite» du Parti démocratique (PD) court après l'ex-Démocratie chrétienne, et sa «gauche» développe des positions social-libérales à la DSK. Un projet de fédération tout à fait improbable existe entre d'ex-membres de Rifondazione Comunista et une petite partie du PD. En fait, toutes fractions confondues, ces organisations attendent l'élection législative de 2012 et l'éventuel départ de Berlusconi, en espérant une redistribution des cartes!

La gauche extra-institutionnelle (syndicalistes de base Cobas, gauche de la CGIL, fédé des métaux, centres sociaux) regarde avec intérêt se développer ce nouveau mouvement social, mais également avec méfiance. L'urgence est donc de créer les conditions d'un dialogue entre cette gauche extra-institutionnelle et les structures dont, je l'espère, se dotera rapidement le mouvement. □



# Une nouvelle phase de la crise

L'ATTENTION EST LARGEMENT BRAQUÉE SUR LA CRISE DES DETTES PUBLIQUES EUROPÉENNES: APRÈS LA GRÈCE, CE FUT LE TOUR DE L'IRLANDE, TANDIS QUE LA SITUATION PORTUGAISE APPARAÎT INCERTAINE ET QUE L'ESPAGNE ET L'ITALIE RISQUENT D'ÊTRE ENSUITE EN PREMIÈRE LIGNE. LE SOMMET EUROPÉEN DES 16 ET 17 DÉCEMBRE 2010 N'A RÉPONDU À CETTE SITUATION QUE PAR DES MESURES MONÉTAIRES ET UN APPEL À L'AUSTÉRITÉ. MAIS, EN FAIT, IL FAUT AUSSI REGARDER AU-DELÀ DE L'EUROPE VERS LA « GUERRE DES MONNAIES » ET LES CONTRADICTIONS À L'ŒUVRE AUX ÉTATS-UNIS.

CETTE NOUVELLE PHASE DE LA CRISE LE MONTRER: CEUX QUI CROIENT QUE, FACE À SON APPROFONDISSEMENT, DES SOLUTIONS « RATIONNELLES ET ÉQUILIBRÉES » S'IMPOSERONT SPONTANÉMENT S'ILLUSIONNENT. L'AUSTÉRITÉ EN MATIÈRE SOCIALE EST UN CHOIX DE FOND IMPOSÉ PAR LE CAPITAL FINANCIER ET MIS EN ŒUVRE PAR LES DIFFÉRENTS GOUVERNEMENTS, L'UNION EUROPÉENNE (UE) ET LE FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL (FMI), AVEC À SA TÊTE D. STRAUSS-KAHN. L'ACTION DES TRAVAILLEURS ET LEUR COORDINATION AU NIVEAU EUROPÉEN SONT LES SEULES VOIES PERMETTANT D'OUVRIRE UN AUTRE HORIZON.

## DERRIÈRE LA CRISE EUROPÉENNE, C'EST LA CRISE MONDIALE QUI CONTINUE

PAR HENRI WILNO

*Sommet du G20, divergences d'orientation au sommet de l'État américain, situation européenne: les événements survenus en novembre et décembre marquent une nouvelle étape de la crise mondiale. Loin d'être en voie de résorption, celle-ci a connu de nouveaux développements qu'illustrent les menaces de guerre des monnaies, les contradictions qui marquent la conduite de la politique économique des États-Unis ainsi que les tentatives velléitaires de coordination des politiques des pays européens. De cette situation chaotique, une seule constante émerge: la volonté des classes dominantes d'utiliser la crise pour démanteler les acquis sociaux.*

**E**n 2008-2009, les gouvernements ont agi par des aides massives au système bancaire et par des mesures de soutien de la demande: aides aux entreprises, investissements publics et quelques mesures sociales, en général limitées. Cette action, coordonnée tant bien que mal, a permis d'éviter l'effondrement du système financier et mis fin à la contraction de la production. Alors est venu le temps de l'autosatisfaction des dirigeants, se congratulant d'avoir gagné sur les forces maléfiques, ce qui allait permettre aux affaires de reprendre -«business as usual»- dans un système non réformé, tandis que travailleurs et chômeurs allaient continuer de payer la note.

### UNE FORTE INSTABILITÉ POTENTIELLE DEMEURE

Mais cette phase de sérénité n'a eu qu'un temps. L'arrière-plan qui a entraîné la crise financière de 2008 et la récession de 2009 reste sensiblement le même.

Les capacités de production demeurent sous-employées: le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie reste bas dans les pays de l'OCDE et aux États-Unis, en Espagne, en Irlande, des

centaines de milliers de logements restent inoccupés.

Des incertitudes majeures continuent de peser sur le système bancaire: les grandes banques ont, pour la plupart, satisfait aux «stress tests» organisés en juin et juillet derniers. Mais le cas des banques irlandaises montre qu'en fait, de nombreux cadavres restent dans les placards. La demande des ménages est toujours affaiblie par le chômage et les restrictions de revenus.

Et, par ailleurs, les finances publiques se sont dégradées dans bon nombre de pays, du fait des conséquences de la crise sur les recettes, des charges liées au soutien aux banques mais aussi des cadeaux fiscaux faits depuis des années aux entreprises et aux ménages aisés. L'augmentation des dettes publiques réduit les marges de manœuvre des États et, par contre, élargit les perspectives de gains et de spéculation des banques qui jouent un rôle d'intermédiaire dans le placement de la dette publique et en détiennent directement d'énormes quantités.

Tout cela contraste avec la capacité des financiers et des grandes firmes à maintenir



des profits élevés. Ils le font en déplaçant l'impact de la crise vers les salariés (limitation des salaires, pertes d'emploi), les ménages (ceux-ci, notamment aux USA, se sont endettés pour acheter un logement ou ont des retraites dépendant de fonds de pension) et, dans un certain nombre de cas, les sous-traitants de l'industrie ou du BTP qui, eux-mêmes, tentent de reporter le plus possible les conséquences sur leurs propres salariés.

Cet arrière-plan, potentiellement instable, laisse au mieux augurer une croissance faible en Europe et aux États-Unis, avec la persistance d'un chômage élevé. Même cet horizon peu enthousiasmant est affecté de fortes incertitudes, surtout en Europe<sup>1</sup>. En effet, une situation économique ne peut jamais être analysée indépendamment des capacités des dominants à mener une politique cohérente. Et l'on constate que des contradictions majeures marquent désormais les politiques économiques sur trois points : la régulation des changes au niveau international, la conduite de la politique économique américaine et la coordination économique au sein de l'Union européenne.

### LE SPECTRE DE LA GUERRE DES MONNAIES

Le taux de change constitue un sujet de discorde entre les États-Unis et la Chine depuis plusieurs années. Les États-Unis incriminent la sous-évaluation du yuan chinois dans le creusement de leur déficit commercial, alors qu'il renvoie aussi à des causes internes comme l'importance de la consommation des ménages. Certes, le taux de change extérieur du yuan est largement contrôlé par le gouvernement chinois. Mais, dernière la compétitivité des marchandises chinoises, il y a avant tout l'exploitation des salariés par les entreprises chinoises – souvent sous-traitantes de firmes occidentales – et étrangères implantées en Chine. Et celles-ci n'entendent pas laisser ébrécher les profits qui en résultent : ainsi, en 2006-2007, les chambres de commerce européennes et américaine en Chine se sont directement mêlées de la discussion sur la réforme de la loi concernant le contrat de travail, exprimant leur refus de dispositions qui auraient « trop protégé » les salariés.

La Chine est donc soumise à de fortes pressions pour laisser monter le taux de change du yuan par rapport au dollar. Elle y résiste, non seulement parce que le

gouvernement chinois est, pour une part, le fondé de pouvoir des entreprises capitalistes, chinoises ou non, opérant sur le territoire chinois, mais aussi parce qu'il craint que des difficultés à l'exportation n'entraînent une montée du chômage et de l'instabilité sociale.

Lors de la réunion du G20 qui s'est tenue à Séoul les 11 et 12 novembre, une proposition alternative a été mise sur la table à l'initiative de Washington : les pays réalisant des excédents ou des déficits extérieurs excessifs (égaux ou supérieurs à 4% du produit intérieur brut) devraient prendre des mesures de rééquilibrage. Cet habillage des propositions américaines permettait de ne pas viser uniquement la Chine. Aucune décision concrète d'importance n'est finalement sortie de la conférence en raison des contradictions entre les différentes puissances. La « guerre des monnaies » va donc continuer, accentuant l'incertitude de la conjoncture internationale et favorisant les menées spéculatives.

L'incertitude des changes affecte aussi d'autres monnaies : le yen japonais, le réal brésilien

et l'euro. En fait, si cela doit continuer, les G20 portant sur l'économie vont commencer à ressembler, avec un langage plus policé, aux conférences sur le climat (Copenhague, Cancun) : beaucoup de paroles et de projets, mais pas de décisions.

### ÉTATS-UNIS : Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2008, Obama a mené une politique limitée de soutien à l'économie. Celle-ci a été qualifiée de timorée, notamment par le prix Nobel d'économie Paul Krugman qui a mis en cause à la fois les limites quantitatives des mesures de soutien et leur composition : une partie des sommes était consacrée à des allègements d'impôt peu efficaces pour contenir le chômage. Dans le même sens, ont été critiqués la faiblesse des mesures de régulation bancaire, les limites de la réforme de la santé et le manque de protection des ménages victimes des saisies immobilières. Certes, la croissance est repartie depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2009, mais son rythme est insuffisant pour faire baisser le taux de chômage. Celui-ci





a même recommencé à augmenter et s'est établi à 9,8% en novembre 2010.

La crise a entraîné une forte progression du déficit budgétaire américain: 9,1% du PIB en 2010. Ce déficit a été un des principaux axes de campagne des républicains qui n'ont toujours pas digéré l'élection d'Obama à la présidence. Dans le même temps, Obama s'est avéré incapable de mobiliser une partie des couches populaires et des jeunes qui l'avaient soutenu, il y a deux ans. Les élections du 2 novembre dernier ont donc été marquées par une victoire des républicains parmi lesquels les éléments les plus à droite sont à l'offensive.

Le résultat est un curieux découplage entre la Fed (la Banque centrale américaine) et les autorités politiques. Le président de la Fed, Ben Bernanke, multiplie les déclarations sur la fragilité de la situation et la nécessité de lutter contre le chômage. Le 2 novembre dernier, la Fed a décidé de racheter pour 600 milliards de bons du Trésor émis par l'État américain. Cela équivaut à créer de la monnaie et à faciliter la distribution de

crédit à un taux modéré aux entreprises et ménages américains. Le problème est qu'il n'est pas certain que les Américains vont se remettre à consommer et investir. Et ces dollars supplémentaires peuvent très bien alimenter la spéculation tout en faisant baisser le dollar.

Mais, du moins la Fed, avec les instruments qui sont les siens, veut apporter un soutien à la conjoncture. Par contre, le résultat des élections de novembre empêche toute action gouvernementale cohérente. Les républicains sont revenus avec un mot d'ordre central: réduire le déficit budgétaire tout en maintenant les mesures de baisses d'impôt en faveur des contribuables les plus riches. On reconnaît là une parenté certaine avec la démarche de Sarkozy en France... Obama a fait des concessions majeures: d'abord, le blocage des salaires des fonctionnaires pour deux ans; puis l'acceptation de la prolongation intégrale des réductions d'impôt de Bush et l'étude d'une mesure d'allègement de l'impôt sur les successions. En échange de ces deux dernières mesures, le président a obtenu la reprise du versement des

allocations chômage bloquées depuis fin novembre. Ce «compromis», qui mécontente une large partie des démocrates, a été conclu le 6 décembre. Dès le lendemain, l'agence de notation Moody's s'inquiétait de l'impact de la perpétuation des baisses d'impôt sur le déficit budgétaire US!

#### **EUROPE: PAYER LA DETTE JUSQU'À QUAND ?**

La crise grecque du premier semestre 2010 a montré que l'ère des troubles n'était pas finie sur le continent européen. Mais la tentation était forte de présenter cela comme une affaire de «mangeurs d'olives» qui avaient maquillé leurs déficits, selon l'expression élégante d'un ministre allemand. L'opération de soutien aux banques qui détenaient des titres de la dette grecque a été présentée comme une action de sauvetage de la Grèce.

Avec l'Irlande, c'est autre chose. Le «tigre celtique» était jusqu'à présent vanté comme un modèle. Dès l'automne 2008, il avait mis en œuvre des politiques d'austérité. Simple-ment, le gouvernement irlandais avait aussi décidé d'accorder sa garantie totale aux engagements des banques. L'idée était de rassurer



Photothèque Rouge/Babar





les «marchés». Mais cette décision est revenue comme un boomerang quand la fragilité des banques irlandaises –qui s'étaient lancées dans des opérations hasardeuses dans l'immobilier et à l'étranger, sans que les autorités se préoccupent de les contrôler– a éclaté au grand jour. Au point que la garantie accordée a transformé le déficit budgétaire en abîme: 34% du PIB en 2010!

Fin novembre, la violence de la spéculation contre l'Irlande a été attisée par des déclarations de la chancelière allemande, Angela Merkel, qui avait laissé entendre qu'il serait juste que, lors de prochaines éventuelles interventions pour faire face à une crise de type grecque, les créanciers privés soient également mis à contribution. Angela Merkel ne peut être soupçonnée du moindre anticapitalisme: son problème, ce sont les électeurs allemands. Mais elle avait ouvert la porte à l'hypothèse que les dettes publiques européennes n'étaient pas garanties à 100% pour les banquiers qui avaient gagné des sommes conséquentes en acquérant des titres d'État porteurs d'intérêts. Immédiatement, la spéculation s'est déchaînée et le gouvernement irlandais a été sommé de mettre en place une rigueur accrue –ce qu'il a fait en réduisant les dépenses sociales... mais en maintenant un taux dérisoire pour l'impôt sur les sociétés– en échange d'une «aide» européenne. Aide qui va, en fait, bénéficier aux banques irlandaises et aux banques étrangères détenant des titres irlandais. Quant aux suggestions de Madame Merkel, leur application éventuelle a été repoussée à un horizon lointain. Les «marchés» ont gagné. Mais la renégociation des dettes publiques et des engagements des banques est désormais une hypothèse ouverte en Europe.

Le sommet européen des 16 et 17 décembre a décidé de pérenniser un Fonds européen de stabilité financière, ce qui nécessitera une modification du traité de Lisbonne –qui se fera sans doute par une procédure simplifiée sans consultation populaire– et l'augmentation du capital de la Banque centrale européenne, qui va continuer à aider les banques. Le 18 décembre, les dirigeants français, allemands et anglais ont demandé un gel du budget européen jusqu'en 2020. Au total: tout pour la monnaie, le soutien aux banques et la rigueur pour les politiques de soutien à l'économie et d'aide aux pays pauvres de l'Union.

Le Portugal et l'Espagne –dotés, comme la Grèce, de gouvernements «socialistes»– se sont à leur tour lancés dans la mise en œuvre

de mesures d'austérité. Ces différents pays sont la démonstration que l'appartenance à la zone euro n'est pas la protection contre les désordres économiques, mise en avant lors de l'adoption du traité de Maastricht. À l'intérieur de la zone euro, les crises monétaires sont remplacées par des crises du crédit.

L'austérité est de mise dans toute l'Union européenne à l'image de Fillon assurant dans son discours de politique générale du 25 novembre qu'il n'y aurait «plus de dépenses publiques supplémentaires pour relancer la croissance». L'heure est à la compression des dépenses sociales, à la remise en cause des systèmes de retraite et de protection sociale, à la baisse des salaires des fonctionnaires. La généralisation de ces politiques dans l'Union européenne ne peut manquer de casser la croissance, de rendre plus lourde la charge de la dette et, donc, d'inquiéter les «marchés» qui exigeront de nouvelles mesures d'austérité. Ainsi, le 17 décembre, la «note» de l'Irlande a été baissée...

#### LA «STRATÉGIE DU CHOC»

Le risque de guerre des monnaies, l'incohérence du pilotage de l'économie américaine, les interrogations sur les dettes des États européens sont un signe de la profondeur de la crise. Et cette impuissance des bourgeoisies à définir des solutions cohérentes est, en retour, un facteur d'aggravation de la situation.

Mais, au-delà des aveuglements idéologiques néolibéraux, on ne peut exclure que, en Europe notamment, certaines bourgeoisies –ainsi que les gouvernements de droite ou de «gauche» qui en sont les émanations– jouent, sciemment, la «stratégie du choc»: utiliser les crises grecque, irlandaise,... pour faire mettre en œuvre des mesures qui ne passeraient pas en d'autres circonstances et tenter ainsi de remettre définitivement en cause des pans entiers des systèmes de garantie sociale hérités de l'après-Deuxième Guerre mondiale. Qu'importe, après tout, aux classes dominantes, une période de désordre monétaire, une nouvelle récession et quelques millions de chômeurs en plus si cet objectif est atteint? □

DR



# PETITE ENQUÊTE SUR DE GRANDES DETTES

PAR PHILIPPE LÉGÉ

**E**n tête de la manifestation du 15 décembre 2010 à Athènes, on pouvait lire: «*Ça suffit, on ne supporte plus*». Dans une Europe en crise, les dirigeants continuent pourtant leurs appels aux sacrifices. Leur discours mortifère se résume, au fond, à deux idées. D'une part, la dette publique est présentée comme le fardeau des générations futures. Qui peut, en effet, rester indifférent quant à l'avenir de ses enfants? D'autre part, «les marchés» ne nous laisseraient pas le choix. L'austérité serait une nécessité économique. Ce discours n'est pas neuf: la culpabilisation et le fatalisme sont des armes dont la classe dominante fait régulièrement usage. Mais, servant de prétexte à de terribles plans de rigueur, la question de la dette publique prend une acuité nouvelle. Raison supplémentaire pour se pencher quelques instants sur son origine et son évolution...

## QU'EST CE QUE LA DETTE PUBLIQUE ?

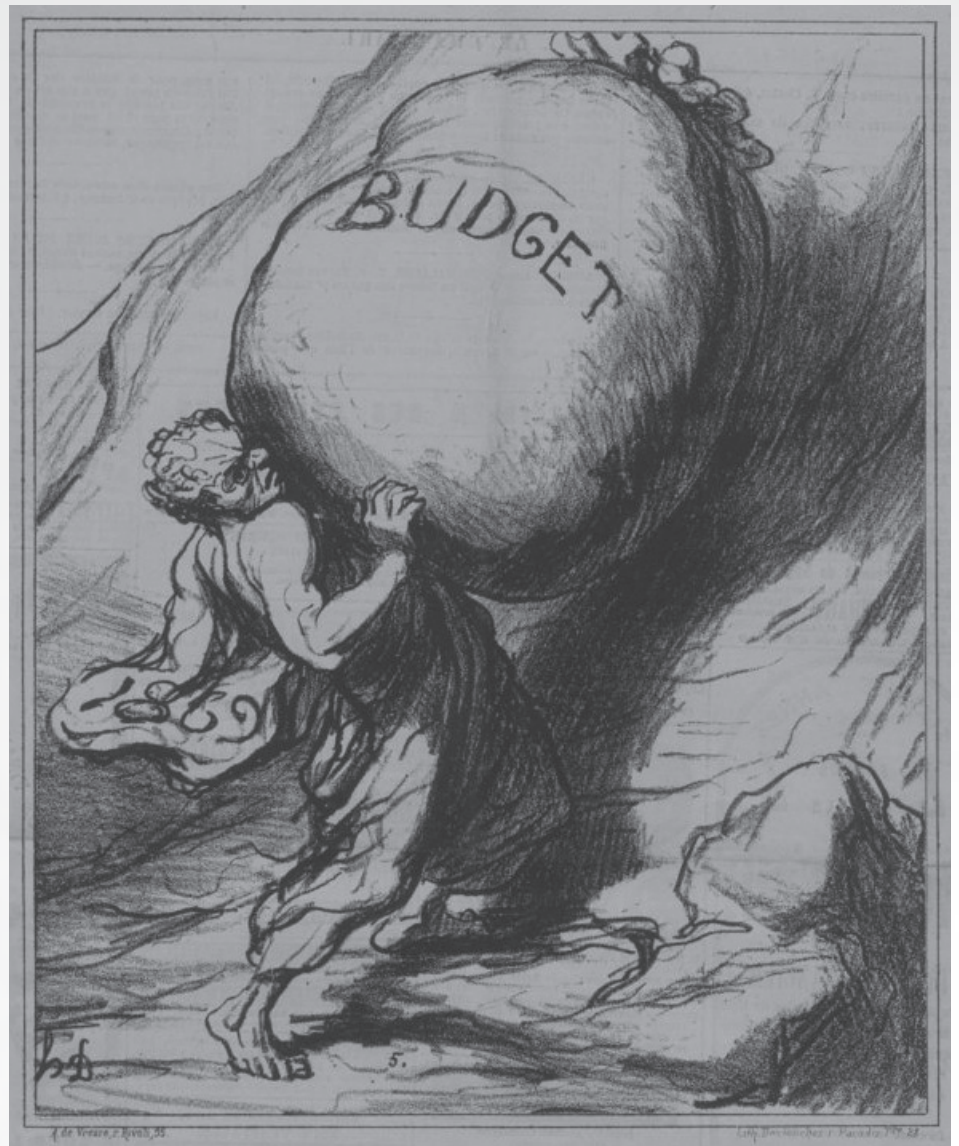
La dette est le résultat des déficits publics annuels successifs. Lorsque les dépenses des administrations publiques (État, Sécurité sociale, collectivités) sont supérieures aux recettes, l'État a un besoin de financement. En France, c'est le cas depuis 1975. Chaque année, pour couvrir ce besoin de financement, l'État s'endette. Les emprunts contractés, qui n'ont pas encore été remboursés, forment la dette publique. Une fois émis, ils circulent sous forme de titres négociables, c'est-à-dire de titres pouvant être échangés sur un «marché secondaire». Ceux qui achètent ces titres sont de la même génération que ceux qui bénéficient des dépenses. Quant aux générations futures, elles héritent en même temps de la dette publique et des titres de créance correspondants. La véritable question est donc celle de la répartition des ressources au sein de chaque génération.

S'interroger sur la dette, c'est rechercher l'origine des déficits publics. Comment ont évolué les dépenses? Les intérêts versés aux créanciers de l'État représentent une dépense importante en raison de la hausse drastique des taux d'intérêt enclenchée en 1979. C'est là le seul fardeau transmis dans le temps. Ces

*Partout, dette et déficits publics sont brandis pour justifier austérité et attaques antisociales. Mais d'où viennent-ils... sinon de la volonté politique des gouvernements de se priver, à coup d'exonérations et de bouclier fiscal, des recettes nécessaires? Dans ce registre, le cas français est particulièrement éclairant. Mais, au-delà des frontières aussi, les politiques d'austérité aggravent la crise et sapent la construction européenne.*

paiements produisent un transfert de richesse au bénéfice des créanciers. Les taux ont, certes, été réduits par la suite, mais «l'effet boule de neige» était alors enclenché. Outre

ces intérêts, l'État rembourse chaque année une partie du capital emprunté. La somme des







deux représentait en France 154,5 milliards d'euros en 2009. Par ailleurs, l'évolution des besoins sociaux et la persistance d'un chômage de masse ont induit une augmentation des dépenses sociales depuis plusieurs décennies dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Les représentants du capital cherchent à imposer un tri afin de limiter «le social» à la reproduction de la force de travail et de ramener l'investissement public à un instrument de stabilisation. La formation, les infrastructures ou la sécurité sont aussi des moyens d'assurer la pérennité des profits. En France, les réformes libérales ont seulement freiné la hausse des dépenses publiques. Celles-ci augmentent désormais à un rythme similaire à celui du produit intérieur brut (PIB). Dans les pays où les défaites sociales ont été plus sévères, la part des dépenses publiques dans le PIB a diminué. Mais, partout, la fraction de la classe dirigeante qui prend le dessus est celle qui continue à se focaliser sur les dépenses et exige qu'on les ramène au niveau des recettes. Pour convaincre, ces libéraux recourent à une comparaison absurde: l'État devrait gérer son budget en «bon père de famille», façon misogynne de dire que les finances publiques sont semblables à celles d'un ménage. Mais tandis que ce dernier utilise des recettes qu'il ne détermine pas lui-même (salaires, intérêts d'un livret d'épargne, etc.), l'État fixe les taux et assiettes qui serviront à déterminer ses recettes.

#### LE CAS FRANÇAIS: EXONÉRATIONS DE COTISATIONS...

Depuis une vingtaine d'années, de nombreux gouvernements amputent volontairement leurs recettes. La France est un cas emblématique. S'il pouvait en décider, quel ménage choisirait de se priver d'une partie de ses revenus? C'est pourtant ce que fait l'État français. Premièrement, il exonère chaque année les employeurs d'une partie des cotisations sociales qu'ils doivent à la Sécurité sociale. Comme l'État les paye à leur place, cela creuse son déficit (et non celui de la Sécurité sociale). Qu'il s'agisse de cotisations dites «salariales» ou dites «patronales», le résultat est le même: l'État utilise l'argent du contribuable pour payer une partie des salaires: le salaire socialisé versé à la Sécurité sociale, qui sera redistribué sous forme de prestations diverses. En 1993, le coût total des exonérations du régime général de la Sécurité sociale était de 3,2 milliards d'euros. Ces exonérations se sont multipliées pour les bas salaires et

ont connu une forte accélération (+50%) lors du passage aux 35 heures. La loi Fillon du 17 janvier 2003 a instauré une réduction générale dégressive des cotisations patronales de 26 points au niveau du Smic, s'annulant à 1,6 Smic. Entre 2000 et 2006, le taux de croissance moyen des exonérations générales était de 9% par an. Et, au 1<sup>er</sup> juillet 2007, pour les entreprises de moins de 20 salariés, l'intégralité des cotisations sociales patronales des branches maladie, famille et retraite sont exonérées. Sarkozy a alors instauré des exonérations sur les heures supplémentaires avec la loi en faveur du travail de l'emploi et du pouvoir d'achat (Tepa) du 21 août 2007: pour ces heures de travail, et quel que soit le niveau de qualification, l'essentiel du salaire indirect est désormais payé par l'État! Ce sont pourtant les employeurs qui bénéficient de ce travail supplémentaire. Plutôt que de partager le temps de travail, on alimente le chômage et on subventionne les profits.

#### ...ET BAISSÉS D'IMPÔTS

Deuxièmement, l'État a aussi diminué les impôts. Là encore, la tendance est ancienne. Les gouvernements de gauche et de droite ont été très inventifs pour créer des «niches fiscales». Mais l'actuel gouvernement fait très fort. Le bouclier fiscal instauré par Sarkozy plafonne l'impôt à 50% des revenus déclarés. Le dispositif a coûté à l'État 563 millions en 2008 et 679 millions en 2009. Il bénéficie à 18765 contribuables. 99% des sommes restituées vont à des bénéficiaires redevables de l'ISF (Impôt de solidarité sur la fortune). Environ un millier de foyers perçoivent à eux seuls 63% du montant total, soit un chèque moyen de 362000 euros pour chacun d'eux! Par ailleurs, grâce à différents dispositifs, le taux de l'impôt sur les sociétés (officiellement de 33,3%) n'est en fait que de 18%. Pour les plus grosses entreprises, il est seulement de 13%. Les patrons de la restauration bénéficient d'une TVA réduite. Les plus-values sont très peu taxées. Et le taux marginal de l'impôt sur le revenu est faible: 40%, à comparer au taux de 65% prévalant en 1985... ou à celui de 80% longtemps pratiqué aux États-Unis. Bilan? Selon le rapport remis cette année par le député UMP, Gilles Carrez, le coût cumulé des cadeaux fiscaux accordés entre 2000 et 2009 est compris entre 68,3 et 77,7 milliards d'euros. Sans ces allègements fiscaux, le déficit français aurait été, en 2009, de 3,3% du PIB au lieu de 7,5%.

Il existe tellement d'opportunités légales pour mettre sa fortune à l'abri que des cabinets d'avocats se sont spécialisés dans «l'optimisation fiscale». Quatorze foyers déclarent ainsi







© Photothèque Rouge/tn

un revenu annuel inférieur à 3428 euros, mais ont un patrimoine supérieur à 16 millions d'euros ! Il faut y ajouter le développement des pratiques illégales. En 2007, le montant de la fraude fiscale était estimé entre 29 et 40 milliards d'euros par le Conseil des prélèvements obligatoires. Les coupes et réductions d'effectifs dans l'administration publique empêchent d'effectuer les vérifications nécessaires. Voudrait-on laisser toute latitude aux fraudeurs que l'on ne s'y prendrait pas autrement...

#### LA DETTE PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Entre 2007 et 2009, la dette publique globale des pays de l'Union européenne (UE) est passée de 7300 à 8700 milliards d'euros. Les économies nationales sont plus ou moins sensibles à la crise mondiale. La Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Espagne, présentent des similitudes avec le modèle d'endettement privé américain. Ces pays connaissent donc une crise de suraccumulation immobilière similaire à celle des subprimes. La socialisation des pertes et les effets dépressifs des mesures d'austérité y ont ensuite produit une très forte hausse du déficit public. Celui-ci représente 10,5% du PIB au Royaume-Uni, 11,2% en Espagne, 32% en Irlande ! Mais la Grande-Bretagne n'est pas dans la zone euro et le déficit des pays utilisant la monnaie unique demeure largement inférieur à celui des États-Unis. Il faut toutefois observer la dynamique de la crise. Avant celle-ci, les taux de croissance de l'Irlande, de la Grèce et de l'Espagne étaient élevés. Mais, en 2011, ils devraient être respectivement de +0,9%, -3% et +0,7%. Les objectifs annoncés ne seront pas atteints. Dans le même temps, l'Espagne aura une croissance quasi nulle et le Portugal risque d'entrer en récession. La croissance du PIB de la zone euro ne sera que de 1,5% en 2011 (contre 1,7% en 2010). Or, non seulement la Commission européenne a réaffirmé la pertinence du pacte de stabilité (déjà mis à mal avant la crise), mais elle a proposé de l'assortir d'un dispositif plus contraignant : le « semestre européen ». Il s'agit d'instaurer l'obligation d'une présentation des budgets nationaux à la Commission et au Conseil européens avant leur vote par les Parlements nationaux. Ainsi, les gouvernements ne manqueront pas de présenter leurs réformes libérales et leurs plans d'austérité comme des contraintes résultant du niveau européen. Contraintes qu'ils s'imposent eux-mêmes !

#### L'UNION EN CRISE

Chaque dégradation de la situation économique engendre de nouvelles attaques

sociales qui accélèrent un peu plus la crise. Le résultat est ahurissant. Les déséquilibres macroéconomiques continuent de s'accroître. L'Allemagne avait compensé la faible progression de sa productivité par une stricte austérité salariale, ce qui lui avait permis de développer un excédent commercial vis-à-vis de la périphérie (Grèce, Espagne, Portugal). Dans ces pays, la contrepartie avait été le développement de l'endettement privé. Si les banques ne se sont pas effondrées c'est uniquement grâce aux interventions publiques massives. Mais la restructuration des dettes publiques grecques et irlandaises apparaît de plus en plus probable et sème le doute sur le risque lié aux titres « souverains » de ces pays et de l'Espagne ou du Portugal. La plupart de ces titres sont détenus par des organismes européens, notamment des banques et assurances, françaises et allemandes. La dette publique n'est donc pas seulement l'alibi des plans de rigueur, elle est le nouveau visage de la crise. D'autant que les économies européennes continuent de diverger, alors même que la monnaie unique interdit toute dévaluation et toute politique monétaire nationale. L'UE ne pourra conserver sa forme actuelle car ses contradictions viennent de loin. Le budget « fédéral » européen est plafonné à 1,27% du PNB de l'UE. La libéralisation totale de la circulation des capitaux adoptée en 1988 a été gravée dans le traité de Maastricht (1993). *« Toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites »*. Cette liberté pour le capital, conjuguée à l'absence de règles fiscales communes, constitue un encouragement au dumping fiscal (Irlande, Luxembourg etc.) et au recul de la progressivité des impôts nationaux. Quelle forme prendra l'éclatement de cette Union-là ? Il appartient aux mouvements sociaux et aux organisations politiques d'offrir d'autres perspectives que celle de la réaction nationaliste (lire l'article de C. Samary dans ce dossier). □

# DE THALÈS À EMMANUELLI, LES MÉ

*Le 16 juin 2010, le député PS Henri Emmanuelli a demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la spéculation<sup>1</sup>. Selon lui : « Dix-huit mois après la première crise, une nouvelle crise spéculative, issue cette fois de la situation économique et financière d'un pays membre de la zone euro, ébranle l'économie du continent européen. »*

**I**l est devenu habituel de décrire les événements de 2010 concernant la Grèce et l'Irlande comme des crises spéculatives. C'est pourtant un mensonge. On accole à des crises bien réelles un qualificatif permettant de faire passer le mécanisme de transmission – la spéculation – pour la cause. Le marteau de la spéculation sert à enfoncer le clou dans la tête des classes populaires. Il s'agit de nous faire croire que le problème de la crise actuelle, c'est la spéculation, et de nous faire oublier les mains qui tiennent ce marteau, les seules véritables causes de la crise actuelle : les politiques désastreuses des gouvernements de droite comme de gauche au service des intérêts des capitalistes et des classes dominantes.

## AUX ORIGINES DE LA SPÉCULATION...

Sept siècles avant JC, Thalès de Milet, géographe, mathématicien et philosophe grec, prédit une grande récolte d'olives. Il loua à bas prix tous les pressoirs à huile ; le moment venu, la demande de pressoirs fut telle qu'il put les sous-louer avec une forte marge de profit.

L'opération réalisée par Thalès se résume à transformer une somme d'argent A en une somme A' supérieure à A. On peut l'écrire A-A' et la différence entre A et A' est la plus-value DA : A' = A + DA. Pour cela, Thalès a acquis une marchandise M : le droit d'utiliser les pressoirs qu'il a revendu plus cher qu'il ne l'avait acheté. La marchandise achetée et revendue par Thalès est immatérielle, il ne spéculait pas directement sur les olives mais sur un droit d'utiliser les pressoirs. C'est exactement la façon dont Karl Marx analyse la plus-value. Les mécanismes de la spéculation sont les mêmes que ceux de création de la plus-value dans toute économie marchande<sup>2</sup>. 2700 ans plus tard, les ingrédients indispensables à toute spéculation sont restés identiques : des marchandises, de l'argent et des rapports sociaux.

## SPÉCULATION, MARCHANDISES ET RAPPORTS SOCIAUX

*« La spéculation est une opération commerciale ou financière qui a pour objectif de réaliser un gain d'argent en pariant sur les fluctuations de prix au cours du temps ».* Cette définition, qui est celle du dictionnaire et celle des cours d'économie bourgeoise, n'est pas fautive et semble anodine. Elle escamote pourtant deux éléments indispensables à toute spéculation : les marchandises et les rapports sociaux. Il est indispensable de les faire « réapparaître ».

Thalès était un spéculateur amateur. Une fois l'opération réalisée, il est retourné à ses chères études. L'histoire de la Grèce ancienne et du monde romain montre que si la spéculation existait, elle constituait seulement une activité occasionnelle d'un petit nombre de personnes et une faible part de l'activité économique. Dit autrement, dans la division sociale du travail de l'époque, la spéculation est une activité marginale. À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, en Europe, l'économie marchande se transforme en économie capitaliste. Cela correspond à un essor des échanges marchands, à une transformation des rapports sociaux et à un rôle nouveau de l'argent dans la société. La spéculation est devenue une activité centrale, et essentielle au fonctionnement du système.

## LE COUPABLE RESTE INTROUVABLE

Pour Henri Emmanuelli, le Parlement doit examiner les mécanismes spéculatifs afin de « mettre fin à des pratiques qui, pour l'enrichissement rapide et injustifié de quelques-unes, mettent en péril les équilibres économiques internationaux et rendent plus difficiles la vie quotidienne de millions de personnes. » La commission d'enquête a pour objectif de déterminer « quels sont les acteurs qui spéculent contre les intérêts nationaux et européens et d'identifier avec précision les méthodes utilisées, dans le but de donner au législateur les moyens de mieux les encadrer ».

Quel changement depuis Thalès ! La spéculation devenue toute puissante est, selon Emmanuelli, le mécanisme clé de la crise. Des mesures législatives antispeculation seraient donc décisives pour ne plus mettre en péril les prétendus équilibres économiques internationaux et rendre moins difficile la vie quotidienne de millions de personnes.

Henri Emmanuelli se trompe et nous trompe. Il suffit pour s'en convaincre de lire les comptes-rendus d'audition des témoins invités par sa commission d'enquête, notamment Bernard Valluis, expert de l'Association nationale des industries alimentaires (Ania) : « Les industries alimentaires que je représente ici sont un secteur important de l'économie française, avec pas moins de 140 milliards d'euros de chiffre d'affaires. [...] la demande des produits est fortement inélastique\* par rapport aux prix, tandis que l'offre varie grandement en fonction des récoltes. À ce propos, deux éléments interviennent : d'abord, le prix des périodes précédentes, qui influe, selon un pas de temps annuel, sur les surfaces mises en œuvre par les producteurs ; ensuite, l'aléa climatique. C'est pour ces raisons que ces produits ont été très tôt à l'origine de la création d'instruments d'arbitrage. Dans un monde incertain, il a fallu recourir à des outils, et les produits dérivés\*\* sont donc nés de la création de marchés organisés de produits agricoles pour lesquels il était essentiel de pouvoir conclure, au-delà des marchés physiques qui font l'objet de contrats à prix fermes et à livraisons différées, des contrats à terme. Dès lors, ces opérations sont apparues attractives à des opérateurs qui n'ont rien à voir avec les marchés physiques, c'est-à-dire qui n'ont pas eux-mêmes vocation à livrer des produits ou à en prendre livraison, mais qui sont attirés par la possibilité d'un gain.

1. Voir le texte intégral des auditions et le rapport final sur le site de l'Assemblée nationale : [http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/mecanismes\\_speculation\\_economies.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/mecanismes_speculation_economies.asp)

2. Karl Marx, Qu'est ce que le capitalisme, Les mystères de la plus-value. Préface de Gérard Mordillat, Demopolis (2010).

3. Lénine, Le développement du capitalisme en Russie (1904).

\* La demande est dite inélastique par rapport au prix dans la mesure où – surtout pour ce qui est des produits agricoles – la demande correspond à un besoin et ne baisse pas lorsque les prix augmentent.

\*\* Les produits dérivés sont des instruments financiers dont la valeur dépend d'un actif sous-jacent. Le sous-jacent peut-être une valeur mobilière, une matière première, un indice boursier, une devise...



# MÉCANISMES DE LA SPÉCULATION

PAR FRÉDÉRIC GUDÉA

*Ce sont eux que l'on appelle, peut-être à tort et de manière péjorative, des spéculateurs.»*

Il faut toutefois souligner que tout le monde spéculé sur ces marchés, notamment les producteurs et les industriels lorsqu'ils essaient d'anticiper un niveau de prix. Mais il est vrai que les motivations ne sont pas les mêmes : les opérateurs de l'économie réelle le font dans le cadre de projets économiques de production et de commercialisation, tandis que ceux qui n'ont pas vocation à intervenir sur le marché physique poursuivent des objectifs différents. Pour cet expert, il est clair et net que la spéculation emploie exactement les mêmes mécanismes économiques que le fonctionnement normal des marchés. Les marchés à terme et les produits dérivés ne sont pas les inventions machiavéliques de mathématiciens fous mais des outils pour faire mieux fonctionner les marchés. L'apparition de marchés, comme par exemple les marchés à terme, est une nouvelle étape de la division du travail qui accompagne l'extension des marchés.

## 600 MILLIONS DE MILLIARDS DE DOLLARS DE PRODUITS DÉRIVÉS

Un problème important tient au développement exponentiel des produits dérivés traités de gré à gré, dits OTC, *Over The Counter*. À la question d'Henri Emmanuelli : «*Qui émet de tels produits? Les banques?*», Bernard Valluis répond : «*Tout le monde. En fait, les organismes collecteurs acheteurs de céréales vendent des contrats à terme à des agriculteurs, c'est-à-dire des produits dérivés qui leur garantissent un prix, moyennant le paiement d'une prime. Il s'agit donc d'options d'achat, que les producteurs mettent dans leur portefeuille, et qui, comme tous les produits de gré à gré, comportent un risque de contreparties. Pour leur part, les banques rachètent les risques des collecteurs ou des industriels; ces derniers peuvent aussi avoir entre eux des relations de ce type. Surtout, l'ensemble des intervenants financiers, banques et fonds de placement, ont développé de manière assez considérable, pour l'ensemble des matières premières, en particulier agricoles, des portefeuilles de produits dérivés OTC qui se trouvent en dehors de la régulation des marchés à terme.*

*Selon toutes les estimations, le volume total de ces produits est aujourd'hui très*

*supérieur à celui des opérations traitées sur les marchés régulés. [...] Il est extrêmement difficile d'avancer des chiffres. Toutefois, l'organisation internationale des utilisateurs de produits dérivés considère que les positions réalisées sur des produits dérivés atteignaient, fin juin 2009, un total de 600 millions de milliards de dollars.»*

Puis il explique comment cela fonctionne : «*Un opérateur qui vend par exemple un bateau de 25 000 tonnes de blé à l'Égypte réalise une opération d'achat sur le marché à terme puis un achat physique avec la revente des produits à terme. C'est une opération classique d'arbitrage, et le bateau, vendu selon un contrat international avec des clauses particulières, n'est pas ensuite revendu à de multiples reprises. C'est donc en amont que les opérations auxquelles j'ai fait référence se réalisent, sur les places financières mais aussi en dehors.»*

On voit également apparaître de nouvelles places de négociation les *multilateral trading facilities* sur lesquelles des institutions financières créent leurs propres marchés internes, sans obligation de rendre

des comptes aux autorités de marché. Ce qui fait demander à Emmanuelli qui garantit la bonne fin de ces opérations?

Et selon Bernard Valluis : «*Personne. Pour l'ensemble des marchés de gré à gré, il y a un risque très fort de contreparties. C'est ce qui est apparu avec la crise de 2008. Et si les matières premières agricoles n'ont pas encore été touchées, ce pourrait être le cas demain compte tenu des positions qui sont prises. Lorsqu'est intervenue la crise des subprimes, des positions avaient été prises sur des sous-jacents\*\* que tout le monde considérait comme croissants. De la même façon, chacun fait aujourd'hui l'analyse que les prix des matières premières agricoles vont continuer de s'apprécier et qu'il est donc possible de prendre des positions longues sur ces produits. Mais lorsque le sous-jacent décroche par rapport à l'espérance des opérateurs, un certain nombre de contreparties ne peuvent plus répondre aux engagements pris vis-à-vis des produits. C'est bien ce risque majeur de contreparties que présentent les produits OTC.»*



© wikimediacommons





## TRAVAILLEURS ET CLASSES POPULAIRES FACE À LA SPÉCULATION

De la naissance de l'économie marchande et de la spéculation à la déréglementation des années 1980 puis à la commission d'enquête parlementaire, nous comprenons maintenant comment l'extension quantitative et qualitative de l'économie marchande par une division de plus en plus poussée du travail social a favorisé une extension de la spéculation sur les matières premières. Et sur toutes les marchandises matérielles et immatérielles, jusques et y compris les dettes d'État. Les entreprises agricoles, industrielles, commerciales, financières et les États sont tous impliqués dans les mécanismes de la spéculation. Les coupables sont introuvables car ils sont partout.

Le consensus néolibéral, la déréglementation et la financiarisation ont exacerbé la spéculation. Maintenant que certains États comme la Grèce et l'Irlande sont en danger de faillite pure et simple, les classes dominantes et les capitalistes eux-mêmes demandent que l'on contrôle la spéculation. C'est l'arroseur arrosé. Après avoir déréglementé les marchés, ils voudraient bien faire rentrer le diable dans sa boîte mais sans rien changer de la recherche incessante du profit, or c'est là qu'est le vrai problème.

Toute réglementation antispéculation a un coût et comme ils ne veulent à aucun prix baisser leurs profits, ils vont de nouveau essayer de faire payer aux travailleurs et aux classes populaires ces coûts qui viendront s'ajouter aux plans d'austérité. Il faut dénoncer la duplicité du PS et d'Henri Emmanuelli qui se gardent bien d'établir le lien essentiel entre recherche incessante du profit et spéculation. Critiquer la spéculation et l'enrichissement des spéculateurs est nécessaire mais il faut aussi et dans le même temps exiger de vraies mesures antispéculation intégralement payées par les entreprises agricoles, industrielles, commerciales et financières sans aucune répercussion sur les travailleurs et les classes populaires qu'elle soit directe ou indirecte via l'État. ▣

# QUELLE MONNAIE ? EST-ELLE

*Un débat émerge dans le mouvement social et les partis de gauche sur la nécessité de « sortir » de l'euro. Mais au-delà des monnaies, ce sont surtout les politiques mises en oeuvre qu'il faut remettre en cause.*

**O**n ne comblera pas en peu de temps l'écart entre les mobilisations nécessaires pour rendre crédible un autre projet européen et l'état actuel des mouvements sociaux, syndicaux et politiques. Ce fait, combiné à l'hétérogénéité des situations, peut favoriser l'hypothèse qu'il serait plus réaliste et efficace de sortir de l'euro pour résister aux plans sociaux. Cela n'a rien d'évident. Mais pour en débattre, il faut d'abord rejeter les fausses évidences, enfermées dans un fétichisme des monnaies (qu'il s'agisse de l'euro, du franc ou d'une monnaie commune).

## UNE MÊME MONNAIE NE VAUT-ELLE QU'À NIVEAU DE DÉVELOPPEMENT ÉGAL ?

On lit par exemple sur le site du M'PEP (en septembre) : *« pour partager une monnaie unique, il faut des niveaux de développement homogènes »*. Mais, comme toutes les monnaies « nationales », le franc a unifié un territoire hétérogène : les budgets (voire, dans le cadre de la reconstruction d'après-guerre, des investissements planifiés avec des fonds publics) ont cherché à réduire les inégalités... Car il est vrai que si l'on applique à un territoire économiquement hétérogène la seule concurrence de marché, les inégalités se creusent : la compétition libre entre inégaux renforce... les plus forts.

Cela s'est réalisé au sein de la zone euro. Mais ce n'était pas fatal : c'est justement la compréhension largement consensuelle que la monnaie unique risquait d'aggraver les inégalités qui avait conduit les gouvernements de l'UE à introduire en 1994 un « fonds de la cohésion » visant à aider les pays membres dont le PIB était inférieur à 90% de la moyenne communautaire (Grèce, Portugal, Espagne et Irlande). Ces pays avaient aussi bénéficié (comme chaque région en-dessous de 75% du PIB moyen), de « fonds structurels » augmentés en 1975 face à l'hétérogénéité croissante de la Communauté. Mais l'Acte unique de 1986 (négocié après le tournant néolibéral de la gauche française) accentua la logique de concurrence par la libre circulation des capitaux et l'unification allemande produisit un choc radical. En contrepartie

de l'abandon du Deutsche Mark, le couple franco-allemand négocia le carcan monétariste de Maastricht et l'absence de solidarité financière entre États : seuls les financements privés devaient répondre aux besoins d'investissements. La concurrence sur la fiscalité et les salaires allait marquer le nouvel élargissement vers l'est de l'Union. Au lieu d'être augmentés, les fonds structurels du budget européen seraient plafonnés... Mais il s'agit de choix. Pas de l'euro en tant que tel.

## UNE MONNAIE COMMUNE EST-ELLE EN ELLE-MÊME PORTEUSE DE SOLIDARITÉ ?

*« Une monnaie commune permettrait la solidarité et la coopération avec les pays qui le souhaiteraient »*, suggère le même texte du M'PEP. Certes. Mais ce n'est toujours pas une question monétaire. La solidarité et la coopération peuvent être prônées avec l'euro comme avec des pays qui ne partagent avec nous aucune monnaie... À l'inverse, malheureusement, la même monnaie, commune par exemple, « permettrait » tout autant des politiques de régression sociale : c'est ce qui s'est passé dans les années 1980. Avec le franc pour monnaie « souveraine », et l'écu pour monnaie commune, on a vécu le tournant vers l'austérité et les politiques néolibérales, sous la présidence de F. Mitterrand, en 1982-1983 : avec une chute de dix points de la part des rémunérations salariales dans la valeur ajoutée en quelque dix ans, en s'ajustant sur l'austérité allemande... Et ce système monétaire européen (SME) a connu une crise majeure (avec spéculation massive sur les monnaies) en 1992, forçant à élargir les marges de fluctuation à 15% autour des parités... accélérant l'orientation vers une monnaie unique. Il est peu convaincant d'affirmer aujourd'hui qu'un retour en arrière serait stabilisateur, ou facile – encore moins, en lui-même, porteur de solidarités.

Jacques Sapir, tout en prônant d'aller vers une monnaie commune, préconise deux





# EST-CE BIEN LA QUESTION ?

PAR CATHERINE SAMARY



mesures : une monétisation de la dette (levée des clauses de Maastricht qui interdisent aux banques centrales de financer les dettes publiques); et un contrôle des mouvements de capitaux. Ces mesures sont indispensables pour aller vers un contrôle public des financements. Mais on peut en formuler l'exigence sans sortir de l'euro... En elles-mêmes, elles impliquent une remise en cause des traités européens actuels. Mais ce n'est pas l'euro ni le montant des dettes qui sont à l'origine de l'instabilité appelée « crise », ce sont les financements spéculatifs jouant sur les maillons faibles d'une Union sans cohésion ni solidarité. Les gouvernements européens doivent introduire des financements européens dits « solidaires » pour contrer cette spéculation – et sont donc obligés de modifier les traités. Mais ils veulent introduire des mesures injustes, inefficaces et non démocratiques, parce qu'il s'agit de renforcer les fardeaux pesant sur

les populations en comprimant les dépenses sans toucher à la logique des financements privés et des marchés.

## CONSTRUIRE UNE AUTRE EUROPE

C'est donc le moment de marteler des exigences démocratiques et sociales pour construire une autre Europe: refuser les plans sociaux européens en exigeant, par des mobilisations nationales et européennes, un processus constituant pour la mise à plat des traités, avec un contrôle pluraliste public de tous les modes de financement européens, appuyé sur un audit public sur les dettes et un moratoire de leur paiement.

L'enjeu est l'émergence d'un « non de gauche » aux plans antisociaux – européens et nationaux. Il devra être l'adversaire irréductible des nationalismes racistes et de l'ethnisation des questions socio-économiques... notamment monétaires. Il

faut mettre en évidence derrière la monnaie des choix sociaux et politiques, exprimer des objectifs mobilisateurs solidaires contre les politiques dominantes (des priorités sociales et écologiques; des processus démocratiques), avec une « géométrie variable » quant aux scénarios (politiques et monétaires) largement imprévisibles – mais en valorisant les aspirations à une Europe solidaire et sans frontières contre toutes les divisions racistes. □

*La crise de la dette n'en finit pas de menacer l'Europe. Les 20 et 21 novembre c'est l'Irlande, au bord de l'effondrement financier et de la faillite, qui, après la Grèce, a fait l'objet des attentions du FMI, de la BCE et de l'Union européenne. À leur tour, le Portugal et l'Espagne sont maintenant dans la ligne de mire. Face à cette situation, les solutions prônant des formes de repli national se développent. Même à gauche...*

**L**e ministre portugais des Affaires étrangères vient de déclarer que son pays serait contraint de «sortir de l'euro» s'il ne trouvait pas les ressources politiques nécessaires pour sortir de la crise. Pour le gouvernement portugais, il s'agit, en agitant cette menace, d'inciter l'ensemble des partis à se regrouper autour de lui, dans une «union nationale» faisant face à la contestation sociale qui s'oppose aux plans d'austérité.

Mais la proposition de «sortir de l'euro» est également mise en avant par diverses organisations politiques. De la droite souverainiste, bien évidemment. Mais aussi de certaines organisations de la gauche dite radicale. En France, l'«appel des 1000 pour sortir de l'euro et construire une monnaie commune», qui circule à l'initiative du Mouvement politique pour une éducation populaire (M'PEP) de Jacques Nikonoff, reste somme toute anecdotique. En Grèce, c'est cependant toute une partie de la gauche anticapitaliste qui reprend à son compte le mot d'ordre «sortie de l'euro».

Pour ces organisations, le retour à une souveraineté nationale monétaire, en redonnant aux États le pouvoir de fixer la valeur relative de leur monnaie par rapport à une ou des monnaies d'échange internationales, permettrait de rééquilibrer les termes des échanges extérieurs, de soulager ainsi le poids de la crise sur les populations, et même de sortir les pays européens de la crise. Mais d'une part, les causes fondamentales des difficultés de l'Europe, partie prenante d'une crise globale et mondialisée, ne peuvent se résumer à la question de ses institutions monétaires et de l'euro, et il est illusoire d'espérer en sortir... en sortant de l'euro. D'autre part, on peut se poser la question du sens politique que prend un tel mot d'ordre,

# SORTIR DE L'EURO OU C

souverainiste même quand il se dit de gauche, au moment où les travailleurs, un peu partout en Europe, se mobilisent contre les mesures d'austérité, accentuant la crise politique qui touche tous les États européens et leurs institutions, mettant directement en question les pouvoirs en place.

Il n'y a pas de raccourci souverainiste à la sortie de la crise. Et les seules réponses qui vaillent, aussi bien à la question de la monnaie qu'à toutes celles que la crise met à l'ordre du jour, sont celles que les travailleurs organisés, mobilisés autour de la défense de leurs propres intérêts, seront en mesure d'apporter.

## L'EUROPE, MAILLON FAIBLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La crise prend en Europe un aspect particulier du fait que la crise des déficits publics, qui touche l'ensemble de ses pays, au point de menacer les plus faibles d'entre eux de faillite, provoque une crise de l'euro.

La monnaie unique européenne avait été mise en place pour unifier du point de vue monétaire, au bénéfice de la grande bourgeoisie européenne, la zone européenne de libre-échange face au marché américain et au marché asiatique ouvert aux produits japonais. Imposée à tous les pays de l'Union monétaire européenne indépendamment de leur richesse et de leur productivité relative, elle n'a pas, comme on nous le promettait alors, «lissé» ces inégalités. Bien au contraire, elle les a accentuées. Les contraintes des institutions monétaires européennes, en assujettissant chacun des pays européens à l'euro, ne pouvaient qu'aggraver le terme des échanges au sein de la zone. Cela s'est fait au détriment des populations de toute la zone, au profit des banques des pays les plus riches, Allemagne et France en tête. Et cela s'est accompagné d'un endettement public auquel les États n'ont d'autre réponse que les plans d'austérité qui frappent les travailleurs européens et qui ne peuvent qu'accentuer la récession économique.

Le risque de faillite de pays comme l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, qualifiés de «maillons faibles» de l'Union

monétaire européenne, n'est pas le principal sujet de préoccupation de la grande bourgeoisie financière européenne. Les plans de sauvetage concoctés au mois de mai par les dirigeants européens, la BCE et le FMI sont là pour tenter de faire face à cette éventualité en rachetant aux banques les titres obligataires menacés par ces faillites, à coup de centaines de milliards d'argent public. C'est ce plan de sauvetage qui est mis en œuvre aujourd'hui pour sauver les banques irlandaises du naufrage.

Le problème essentiel provient du fait que les dirigeants européens sont incapables de faire jouer à l'euro, monnaie d'échange internationale, le rôle d'arme dont les multinationales européennes auraient besoin dans la concurrence qui les oppose aux autres bourgeoisies internationales, en particulier nord-américaine. Jouer sur la valeur relative des monnaies, dans une «guerre des changes» dont un épisode aigu est en train de se dérouler en ce moment, est une façon d'arracher des parts sur un marché mondial rétréci par la crise. Baisser la valeur de sa monnaie par rapport à la concurrence, c'est baisser les prix de ses produits, favoriser les exportations, freiner les importations...

L'Union européenne des patrons et des banquiers est en situation de faiblesse dans cette guerre, parce que l'euro est une monnaie sans État, monnaie d'une zone de libre-échange sans unité politique, divisée par les rivalités et peut-être au bord de l'éclatement. Les institutions monétaires européennes sont de ce fait incapables de lutter contre la politique de dumping monétaire menée en particulier par les États-Unis et les marchés des changes qui, en poussant le dollar à la baisse, font de l'euro une monnaie constamment surévaluée et de l'Union européenne le maillon faible de l'économie capitaliste mondialisée.

À ce titre, on peut certes dire que l'euro, instrument de la politique des classes dominantes européennes, est un des facteurs de la situation particulière de l'Europe dans la crise générale dont les populations payent le prix fort. Mais cela n'implique évidemment



# CONSTRUIRE UNE AUTRE EUROPE ?

PAR DANIEL MINVIELLE

pas que la sortie de l'euro soit une réponse en elle-même, loin s'en faut.

## UNE EUROPE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Pire, dans la situation de mobilisation sociale montante que nous vivons en ce moment, alors que le rapport de forces social et politique est en train de changer, ce mot d'ordre contribue à détourner les luttes sociales de leurs objectifs propres vers le terrain électoral.

Un mot d'ordre comme « sortir de l'euro » peut effectivement trouver un écho parmi les travailleurs qui en ont assez d'une politique réactionnaire dont ils perçoivent l'euro comme le symbole. Sous prétexte de « couper l'herbe sous le pied des forces d'extrême droite » – comme l'écrit J. Nikonoff –, il met en avant des conceptions souverainistes auxquelles il n'y aucune concession à faire, même si elles se prétendent de « gauche ». Il entretient des illusions sur la protection que constituerait un État national souverain, pour peu qu'il soit gouverné par une « vraie gauche ». Cette politique est une impasse dangereuse.

Les réponses à la crise monétaire, comme à toutes les questions relatives à la crise globale et mondialisée, posent bien évidemment la question du pouvoir politique. Mais cette question ne peut pas se réduire à savoir quel parti exercera le pouvoir dans le cadre des institutions de la République. Ce qui est posé, c'est la question de la nature de classe de l'État, c'est-à-dire de son changement révolutionnaire.

Pour cela, il n'y a pas de recette magique, simplement la certitude que les mobilisations, l'organisation du monde du travail pour arracher aux gouvernements et aux patrons qu'ils représentent les exigences sociales les plus élémentaires (arrêt des mesures d'austérité, salaires, emploi...), peuvent conduire à un tel changement à condition qu'elles se donnent une stratégie, un programme adapté aux mobilisations, en pleine conscience du terrain de classe sur lequel elles se déroulent. Et qu'elles osent aller jusqu'au bout de l'affrontement avec le pouvoir en place, répondre à la question de qui décide dans cette société, une minorité de parasites financiers ou la grande majorité des travailleurs, en instaurant un

gouvernement démocratique des travailleurs pour les travailleurs.

Un tel gouvernement se mettant en place dans un pays européen pourrait prendre toutes les mesures de contrôle de la finance et de la production nécessaires à satisfaire, dans les meilleures conditions possibles, les besoins de la population.

Dans ce cadre, il serait très probablement amené à sortir de l'euro pour rompre avec l'Europe de la BCE. Mais ce serait pour prendre l'initiative de la construction d'une autre Europe, celle des travailleurs et des peuples, laquelle serait alors à même de se doter et de contrôler un système monétaire adapté à ses besoins. Cette Europe est inscrite dans les luttes en cours qui, en Grèce, en Espagne, en France, se développent et s'organisent autour du refus de payer leur crise, et se heurtent à la même nécessité, pour gagner, de mener l'affrontement jusqu'au bout. □



© DA

EXPOSITION COLONIALE DE 1931

# Apogée ou limites du colonialisme?

PAR SYLVAIN PATTIEU

*Construit à l'occasion de l'Exposition universelle de 1931, le Musée des Colonies avait comme objectif de sensibiliser la population française à la « grandeur de l'Empire colonial ». Mais si cette exposition a été un succès, c'est probablement davantage pour son caractère ludique avec des attractions construites pour l'occasion.*

**P**lus de trente millions de billets vendus en moins d'un an, entre six et huit millions de visiteurs, les organisateurs de l'Exposition coloniale de 1931 purent se targuer d'un succès public (le décalage entre le nombre de billets et le nombre de visiteurs s'explique par le fait qu'il fallait acheter plusieurs billets pour voir toute l'exposition, partagée en plusieurs secteurs). À côté, les 5000 visiteurs de l'« Exposition anti-impérialiste » font pâle figure ; cette anti-Exposition coloniale était organisée dans le même temps par la PCF, la CGTU et la Ligue internationale contre l'oppression impériale et le colonialisme, sur ordre du Komintern.

Malgré cet indéniable succès, Georges Hardy, le directeur de l'École coloniale, une des institutions de l'impérialisme français, doutait deux ans après l'événement que « la moyenne des Français ait pris conscience de la solidarité qui lie la France à ses colonies ». Il ajoutait : « Avons-nous pris l'habitude de penser impérialement ? Assurément, non ».

Cette exposition avait pourtant été largement voulue par les représentants des intérêts colonialistes qui espéraient ainsi populariser la cause de la colonisation. Comment s'explique la genèse, comment évaluer le succès public d'un événement qui vit se construire pour l'occasion le

Palais de la Porte dorée, bâtiment actuel de la Cité de l'immigration ? Poser ces questions permet de s'interroger sur la place de l'empire colonial dans la société française. L'exposition de 1931, longtemps considérée comme un symbole de l'empire colonial français triomphant, est-elle le symbole d'une culture impériale et coloniale omniprésente ou, au contraire, de ses difficultés à s'imposer ?

## UN PROJET DE LONG TERME

La colonisation, en France, a été surtout portée par les élites au XIX<sup>e</sup> siècle. Élitisme monarchiste, tout d'abord, avec la conquête de l'Algérie décidée par Charles X pour restaurer un prestige personnel défaillant ; élites républicaines ensuite, avec notamment le célèbre discours de Jules Ferry à la Chambre des députés en 1885, proclamant le devoir pour les « races supérieures » d'apporter la « civilisation » aux « races inférieures ». Le peuple est peu concerné par des projets qui lui paraissent bien lointains. Les milieux colonialistes tentent de populariser le projet impérial en organisant des expositions régulières en métropole. Il s'agit à la fois de susciter l'admiration des foules et de développer les affaires économiques entre métropoles et colonies. À partir de 1889, les colonies disposent d'un espace spécifique dans les Expositions universelles internationales, afin de montrer la puissance de la France aux potentiels rivaux impérialistes. Ceux qui organisent de telles expositions les conçoivent comme un spectacle pour attirer le plus grand nombre, et dans ce domaine l'exotisme des pavillons coloniaux constitue un atout de poids. À partir des années 1910, il est question d'organiser une exposition spécifiquement dédiée aux colonies, qui a pour objectif de déboucher sur un musée permanent des colonies. Le projet est prévu pour 1916 mais repoussé à cause de la guerre. Il est repris après l'armistice et une première date est envisagée en 1925.



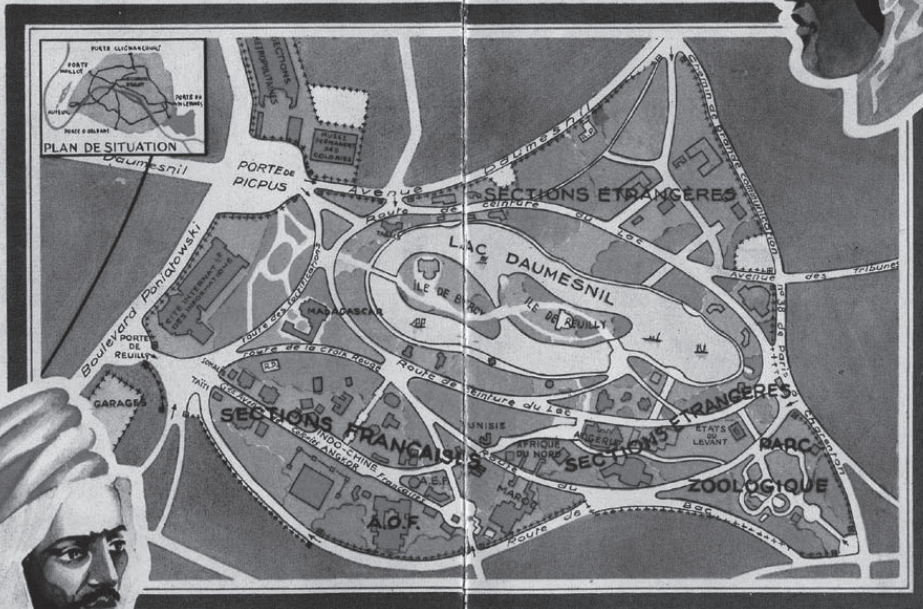
L'idée est de célébrer l'œuvre de la France mais également d'associer les autres nations « civilisées ». L'utilisation de soldats coloniaux pendant la Première Guerre mondiale a aussi rendu populaire l'image du soldat noir ou nord-africain.

Après bien des péripéties, l'organisation de l'exposition est confiée au maréchal Lyautey, qui a joué un grand rôle dans la gestion coloniale et la répression du Maroc notamment. Il est connu pour ses opinions bien plus monarchistes que républicaines, mais il s'agit justement de faire la preuve de l'unanimité autour de l'idée coloniale, après l'Union sacrée manifestée pendant la guerre. Lyautey envisage d'emblée de présenter la colonisation comme une œuvre de la France éternelle, remontant jusqu'aux Croisades. Il souhaite aussi associer le plus largement possible d'autres pays européens, comme les Pays-Bas ou la Grande-Bretagne, pour montrer l'œuvre « civilisatrice » européenne. Lyautey veut aussi développer les activités économiques avec les colonies, en associant au maximum industriels et hommes d'affaire. Une Cité de l'information



de Mai à Octobre 1931  
vous ferez à Paris  
le tour du monde  
■ en un jour ■

PLAN DE L'EXPOSITION



tout le charme et le  
mystère de l'exotisme  
dans un admirable décor  
d'eau et de verdure

DR

est construite spécialement, dédiée aux affaires. Lyautey, enfin, souhaite mettre l'accent sur les réalisations sanitaires, sur les missions religieuses accomplies dans les colonies.

Ses efforts pour associer d'autres pays européens se révèlent plutôt vains. La Grande-Bretagne, touchée par la crise économique et peu portée à partager sa gloire coloniale avec la France, se contente de deux pavillons, l'un dédié à l'Inde et l'autre à la Palestine. Les Pays-Bas et la Belgique sont aussi marginalisés dans l'espace de l'exposition, qui partage le monde entre le sud et le nord du lac Daumesnil, entre les possessions françaises et celles des autres puissances colonisatrices. L'Exposition consacre finalement essentiellement l'empire colonial français, sur 110 hectares, avec des bâtiments pour chaque espace de l'Empire, la reproduction de nombreux monuments, plus de 200 pavillons loués à des exposants privés (entreprises, buvettes, restaurants, bureaux de tabac, etc.). Un chemin de fer construit spécialement, des cars

électriques, des bateaux, sont mis à la disposition des visiteurs. L'exposition est inaugurée le 6 mai 1931, en grande pompe, par le président Doumergue et le ministre des Colonies, Paul Reynaud. Elle dure jusqu'en novembre. Le Palais de la Porte dorée est construit pour l'occasion mais il a vocation à se transformer en musée des colonies après la fin de l'exposition.

#### UN «LUNAPARK» IMPÉRIALISTE

Les surréalistes, Aragon, René Char, André Breton et Paul Eluard en tête, produisent pour l'occasion un texte *Ne visitez pas l'Exposition coloniale!* Léon Blum, dans *Le Populaire*, appelle à voir «quelle réalité se cache» derrière l'exposition. Ces recommandations sont suivies de peu d'effet: le public se presse pour visiter ce que les communistes qualifient de «Lunapark grotesque». L'expression se veut insultante mais décrit sans doute en partie la réalité. Le gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens pour assurer le succès: le temple d'Angkor Vat (55 m de haut), la mosquée de Djenné, deux palais marocain et algérien sont reconstitués pour le plaisir

des visiteurs. De tels monuments peuvent sembler contredire l'idée selon laquelle les peuples colonisés étaient inférieurs, mais il s'agit de montrer justement la grandeur de la France capable de conquérir de telles civilisations. Un zoo animalier est mis en place, qui assure une bonne partie du succès de l'exposition. Des spectacles exotiques, de lumière ou de music-hall sont organisés. Divers restaurants offrent la possibilité de déguster des mets venus du monde entier. L'imaginaire se mêle au souci de reproduire le réel, avec une «Île des mille et une nuits». C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la mise en place de «villages nègres», présentés par certains auteurs (voir bibliographie) comme de véritables «zoos humains». Il y a un aspect sensationnaliste et misérabiliste dans ce terme qui plaque sur l'époque des sensibilités contemporaines. De tels «villages exotiques» témoignent certes d'un sentiment de supériorité européen, mais ne concernent pas que des peuples colonisés: depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de véritables



entrepreneurs en distraction organisent des villages de «gauchos argentins», de «Lapons norvégiens» ou de «Cosaques». De tels spectacles, à finalité exotique sous un vernis prétendument ethnologique, sont coorganisés avec des notables africains qui en retirent également des profits juteux. Ils s'inscrivent dans la naissance de la culture de consommation de loisirs. Bien sûr, ils suscitent aujourd'hui une indignation légitime et ce sont surtout des populations colonisées qui en ont été victimes. Mais il s'agit de mises en scène, anticipatrices peut-être aussi de certaines formes de tourisme, qui n'excluent pas la participation active des

«indigènes» eux-mêmes, et non de la simple exhibition forcée de victimes avilies.

## UN EMPIRE COLONIAL RENDU POPULAIRE ?

Dans ce cadre, il est difficile de croire que les visiteurs de l'exposition aient tous été animés par une volonté colonisatrice forcenée. Beaucoup profitent d'un parc d'attraction géant, d'un exotisme à deux pas du centre de Paris. La concentration dans un espace réduit d'attractions commerciales, d'objets d'art, de reconstitutions prétendument fidèles, donne une image confuse de l'Empire et brouille les représentations dans un triomphalisme de bric-à-brac («le tour du monde en un jour», proclame l'affiche officielle). L'historienne Sophie Dulucq cite le personnage d'Escartefignes dans *Marius de Pagnol* (1927): «*Mais Madagascar, tu ne peux pas te figurer à quel point je m'en fous! Question de patriotisme, je n'en dis pas de mal et je suis content que le drapeau français flotte sur ces populations lointaines, quoique personnellement, ça ne me fasse pas la jambe plus belle. Mais y aller? En bateau? Merci bien. Je suis trop heureux ici*». Les milieux colonialistes ne s'y trompent pas, qui se plaignent du fait que l'Exposition, malgré son succès, n'ait pas contribué à développer l'esprit colonial. La culture coloniale est donc loin d'imprégner l'ensemble de la société, et il y a loin entre les discours de propagande inspirés par les milieux colonialistes et leur réception par la population française. Le sentiment est cependant plutôt celui d'une indifférence que d'une révolte. C'est perceptible en 1936 avec la victoire du Front populaire, qui ne débouche pas sur des améliorations notables dans la situation des peuples colonisés. Le Palais de la Porte dorée, et notamment le bas-relief de sa façade et la fresque réalisée dans ses murs, est aujourd'hui un des derniers vestiges visibles de l'Exposition coloniale de 1931 et de ses objectifs. On peut dire que son succès témoigne d'un consensus par défaut plutôt que par enthousiasme en faveur de la colonisation par le peuple français. C'est sans doute après la Deuxième Guerre mondiale, notamment du fait du rôle joué par l'Empire colonial dans la France libre, que le sentiment d'adhésion à l'Empire est le plus fort. Sa perte suscite pourtant peu d'oppositions, si on excepte le cas particulier de l'Algérie, ce qui relativise le poids et l'enracinement de la culture impériale et coloniale. □

### Du Palais au Musée

**1928 à 1831** Construction du bâtiment, le Palais de la Porte dorée, par l'architecte Laprade.

**1931** Exposition coloniale (de mai à novembre). À son terme, le Palais de la Porte dorée est transformé en Musée des Colonies.

**1935** Changement d'appellation: Musée de la France d'Outre-Mer.

**1960** Le Palais devient le Musée des Arts africains et océaniques.

**1990** Musée des arts d'Afrique et d'Océanie.

**1990** Une association pour un musée de l'immigration est créée par un comité d'historiens (parmi lesquels Gérard Noiriel, Pierre Milza). Le projet est abandonné par la gauche en 1991.

**1998** Le projet est relancé auprès du Premier ministre, Lionel Jospin

**2003** Les collections du Musée des arts d'Afrique et d'Océanie rejoignent le nouveau musée du Quai Branly, voulu par Chirac.

**2003** Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin confient à Jacques Toubon une mission de préfiguration d'un «centre de ressources et de mémoire de l'immigration».

**2004** La mission rend son rapport, qui préconise la création d'un musée sur le site du Palais de la Porte dorée. Le 8 juillet 2004, Jean-Pierre Raffarin annonce officiellement cette création.

**2007** Ouverture de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Aucun ministre ne participe à son inauguration, si on excepte Christine Albanel, ministre de la Culture. □

# UNE CITÉ DE L'

**L**a France est un pays d'immigration depuis bien longtemps mais ne possède pourtant son musée de l'immigration que depuis trois ans! Alors qu'aux États-Unis, le Musée national de l'histoire de l'immigration des États-Unis sur Ellis Island date de 1990... Comment expliquer un tel paradoxe? Il faut y voir sans doute un effet de l'idéal républicain universaliste qui prétend ne voir que des citoyens sans se soucier de leurs origines différentes. L'influence néfaste du FN depuis les années 1980 explique aussi que les politiques aient longtemps hésité pour décider de la mise en place d'un tel musée. Paradoxe ultime, c'est finalement le Chirac du «bruit et l'odeur» qui a décidé de sa création, sous la pression bien sûr des associations et des historiens et pour conforter son image «post-21 avril 2002». On ne peut que se satisfaire bien entendu de la création d'un tel lieu, d'autant qu'il assume avec volontarisme sa vocation d'accueil des publics scolaires. Des expositions temporaires très intéressantes, comme celle en cours consacrée au rôle des immigrés dans le football en France, sont organisées régulièrement, ainsi que des événements ouverts à un large public: concerts, débats. Malheureusement, sa





# DE L'IMMIGRATION, POUR QUOI FAIRE ?

fréquentation est restée faible, sans doute en partie du fait de choix muséographiques ardues. Le musée retrace par de grandes cartes l'histoire de l'immigration, et s'appuie ensuite davantage sur des objets, des œuvres d'arts, en un parcours très sensible mais difficile à maîtriser pour un public non historien ou non accompagné d'un guide.

En 2007, dans une interview parue dans *Rouge*, Gérard Noiriel, historien, membre fondateur du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (<http://cvuh.free.fr/>), expliquait dans les termes suivants sa décision de démissionner du conseil scientifique de la Cité de l'immigration, à la suite de la création inacceptable du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale :

*«Pendant la campagne des présidentielles, dès que cette association de l'immigration et de l'identité nationale est apparue, nous l'avons vivement critiquée, car il s'agit d'une thématique mise au goût du jour par l'extrême droite dans les années 1980. Associer ces deux termes permet de jouer sur les réflexes de rejet à l'égard des étrangers, dans une partie de l'opinion. C'est ce qui a permis à Sarkozy de récupérer une bonne*

*partie de l'électorat de Le Pen. Mais dans le même temps, ce rejet n'est que suggéré. Il n'est pas énoncé explicitement. Du coup, la droite peut crier au procès d'intention et se défendre contre toute accusation de racisme. En associant des mots comme immigration et identité nationale, les spécialistes de la communication sarkozyste ont voulu jouer sur les effets de réception. Les propos hostiles aux immigrés que tenaient les participants des meetings UMP, au moment où Sarkozy a lancé ce thème montrent clairement qu'ils avaient compris le message!*

*Avec les chercheurs associés à la Cité de l'immigration, nous voulons justement casser ce genre de réflexes. L'objectif de la Cité est de créer un espace proche de l'université populaire plus que du musée, dont puissent s'emparer les associations afin de changer le regard sur l'immigration. En 2004, quand Raffarin a repris à son compte ce projet de Cité (qui avait d'abord été concocté par la gauche), nous n'avons pas voulu faire de procès d'intention à la droite. Nous avons participé à ce projet civique bénévolement, de façon militante, prêts à quitter le comité scientifique à tout moment si les choses dérapaient. Dès 2005, nous avons d'ailleurs écrit une tribune dans le Monde pour critiquer le terme de « racaille » employé par*

*Sarkozy, un terme qui a un lourd passif et qui nous paraissait insultant et dangereux. Pendant la campagne, puis après l'élection de Sarkozy, alors que le projet de ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale se précisait, nous avons prévenu que nous démissionnerions s'il était mis en place. C'est ce que nous avons fait sitôt la décision annoncée, alors que la droite avait passé outre nos recommandations. Nous ne nous attendions pas à un tel impact médiatique de notre démission. Sur douze membres du comité scientifique, nous sommes huit à avoir démissionné. Cela étant, même les non démissionnaires ont rejeté l'intitulé du ministère.*

*Concernant la Cité de l'immigration elle-même, nous allons continuer notre travail à la base, et on invite tous ceux qui le souhaitent à investir ce lieu, mais nous continuerons à nous opposer à toute utilisation politicienne. Avec le nouveau gouvernement, on sait que ce sera une sorte de guérilla quotidienne ». □*

Photothèque Rouge/JMB



*La commission précarité du NPA a organisé, lors de l'université d'été, un débat sur le thème du revenu universel. Deux points de vue sont présentés ici, le premier proposant de centrer notre approche sur le droit au travail et le second sur le droit au revenu. Un troisième texte permet de situer le débat dans son contexte.*

# TRAVAILLER TOUS ET TOUTES POUR TRAVAILLER MIEUX ET MOINS...

PAR JACQUES

**N**ous devons faire du droit à l'emploi une question politique centrale, un choix de société. Nous devons imposer le droit pour chacunE d'avoir un emploi stable et bien payé, un revenu régulier toute sa vie.

Contre le chômage et la précarité, le problème qui se pose est bien celui d'un véritable partage du temps de travail qui, bien entendu, ne peut être séparé du partage des richesses. Pour permettre à chacunE de vivre au moins correctement. Dans une société où tout s'achète et se vend (même la santé), le problème du revenu est vital. Et le revenu, directement ou pas, est lié au travail : salaire direct ou salaire socialisé.

Il faut donc réduire le temps de travail jusqu'à l'abolition du chômage. Le temps passé à travailler serait ainsi beaucoup moins long et contraignant pour chacunE. Parce que le travail imposé n'est pas un but dans la vie, ni un plaisir ni une activité épanouissante, il doit prendre le moins de temps de notre vie. Alors, « Travailler tous pour travailler moins » paraît être un mot d'ordre très juste et clair sur le sujet ! Et chacunE pourrait au moins vivre décemment sur le plan matériel et il n'y aurait plus cette menace du chômage et de la précarité qui empoisonne la vie.

Le partage du temps de travail est vraiment crucial : pour les privéEs d'emplois comme pour les salariéEs précaires et l'ensemble des salariéEs. Et n'oublions pas non plus la masse de salaire socialisé que représenteraient des millions de cotisations sociales supplémentaires pour toutes les caisses. On voit comment le gouvernement se sert des déficits des caisses pour justifier et présenter comme nécessaires ses attaques sur les retraites, la santé...

## LE TRAVAIL BASE DU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Parler du « travail » ne signifie pas en faire l'apologie ou lui donner

on ne sait quelle valeur morale. Mais le travail est une nécessité pour faire fonctionner la société. Il a une place prépondérante que cela nous plaise ou pas. Pour se nourrir, se loger, se vêtir, se soigner, se distraire... il y a de l'activité humaine, du temps passé, donc du travail. C'est une réalité toute simple. C'est le travail qui crée la richesse distribuée et permet à la société de fonctionner. Il y a, bien sûr, des travaux qui épanouissent et d'autres qui sont plus des corvées parfois très dures et désagréables qu'il faut accomplir. Il est certes plus enrichissant de soigner une personne malade ou faire du pain que de ramasser les ordures dans la rue ou de faire les 3x8 à l'usine ! Une véritable alternative, solidaire et juste, passe bien entendu par le partage aussi de ce qui n'est pas forcément agréable mais tout de même nécessaire.

Il faut rendre moins durs les travaux les plus ingrats, les plus pénibles, les transformer, voire en supprimer aussi. Et faire tout pour soulager les salariéEs qui les réalisent. Il existe et il existera encore plus dans l'avenir des possibilités de réduire beaucoup les souffrances liées au travail. Se battre pour le droit au travail ne doit pas signifier accepter tous les travaux à n'importe quelles conditions. On ne peut rêver et imaginer sa vie à faire les 3x8 à l'usine... Le travail sera vraiment attractif quand il permettra de bien vivre et que son utilité sociale sera seule prise en compte et non le profit des gens qui nous exploitent.

Et puis, il n'est pas acceptable que d'un côté de plus en plus de travailleurs doivent se contenter au mieux de petits boulots mal payés ou de pas de boulot du tout, pendant que d'autres perdent leur vie à la gagner, comme on disait en 1968, et à qui on dit de faire des heures supplémentaires et de travailler plus longtemps pour avoir droit à la retraite !

Oui, il y a urgence à réduire le temps, l'intensité et les cadences du travail. Travailler moins pour travailler tous et toutes. Travailler moins pour avoir du temps libre pour vivre.

Notre projet de société est clair : déterminer collectivement et démocratiquement ce qui doit être produit pour satisfaire nos besoins et, de là, partager le temps de travail nécessaire à cette production. La question de l'emploi est évidemment centrale dans notre projet de transformation sociale. Il faut privilégier la création d'emplois socialement et écologiquement utiles fondés sur la satisfaction des besoins sociaux, notamment dans les services publics.

## COMBATTRE LES IDEES REÇUES SUR LE TRAVAIL

L'idée qu'il n'y a pas ou plus de travail pour tous et toutes finit par être reprise même parmi des militantEs du monde ouvrier. De même, il ne serait pas possible de réclamer un revenu minimum au niveau du Smic sans travailler. Mais tout dépend comment on raisonne : l'emploi par rapport au système de production capitaliste et ses critères de rentabilité ou l'emploi par rapport aux besoins et nécessités de la société.

Il y a bien des besoins non satisfaits qui pourraient susciter des créations d'emplois : le seul problème c'est qu'ils ne sont pas porteurs d'une rentabilité suffisante selon les critères capitalistes. Alors que l'emploi ne devrait pas être considéré en fonction de la réalisation de profits mais selon son utilité, sa nécessité sociale. Renoncer au plein-emploi serait un renoncement au rééquilibrage du partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits et accepter la fracture entre ceux et celles qui peuvent s'insérer dans la vie sociale (y compris



le travail) et ceux et celles qui n'auraient qu'à se satisfaire d'un revenu d'assistance en étant privés de l'un des moyens essentiels d'intégration à la collectivité qu'est le travail.

Il serait donc illusoire de prétendre lutter vraiment contre le chômage sans s'en prendre aux profits financiers. Sans remettre en cause leur règle du jeu. Un projet de transformation sociale implique forcément un affrontement avec les bénéficiaires de l'ordre existant qui s'en feront et s'en font déjà les défenseurs acharnés. Il faudra remettre en cause le droit des patrons à être maîtres dans leur entreprise et

donc de l'emploi de ceux et celles qui y travaillent. Pour imposer le droit à l'emploi, il faudra d'abord interdire le droit de licencier, ce droit d'un autre âge qui donne le pouvoir de vie et de mort sociales sur les individus. L'interdiction des licenciements est en fait une revendication très politique: elle préfigure une autre société. On ne peut réellement défendre l'emploi sans remettre en cause la logique capitaliste qui défend des intérêts inverses aux nôtres. Satisfaire également les actionnaires et les salariés c'est de l'utopie ou du social-libéralisme! ▣



Photothèque Rouge/babar

# REVENDIQUER LE DROIT AU REVENU AU-DELÀ DU DROIT À L'EMPLOI

PAR LEÏLA CHAIBI

**A**u NPA, comme souvent dans la gauche radicale, le droit au revenu est une revendication taboue, parfois même considérée comme «déviant». «Déviant», par rapport à une certaine théorie marxiste qui voudrait que les chômeurs soient des «privés d'emplois» ne pouvant jouer leur rôle dans la lutte des classes qu'en obtenant une place dans le processus de production, c'est-à-dire, en obtenant un emploi. Dans cette optique, les chômeurs devraient exiger un emploi avant de réclamer un revenu.

Cette façon de voir les choses ignore royalement la réalité actuelle des 6 millions de chômeurs que compte la France.

Aujourd'hui, Pôle emploi n'ayant plus beaucoup de postes, même précaires, à proposer aux chômeurs, il s'est découvert une nouvelle vocation: radier les demandeurs d'emploi et leur couper les allocations, pour diminuer les chiffres officiels du chômage. En 2010, Christian Charpy, directeur de Pôle emploi annonçait fièrement entre 35 000 et 45 000 radiations par mois, soit environ 500 000 par an! Si la question du droit au revenu est fondamentale, c'est donc d'abord parce qu'elle est en phase avec cette situation d'urgence sociale partagée par une part de plus en plus importante de la population. La priorité pour un chômeur, en temps de crise et de flicage à «police emploi», n'est plus tant d'obtenir un travail, que de conserver ses allocations chômage.

En outre, il est absurde de se contenter de revendiquer un droit à l'emploi lorsque les salaires ne sont plus la garantie d'une vie décente, dans le cadre d'un système ayant la bénédiction des pouvoirs publics. Ainsi, avec le RSA, qui offre un complément de revenu lorsqu'un salarié gagne moins de 880 euros par mois, l'État subventionne les petits boulots à temps partiel. Ces jobs hyper précaires ne permettent pas de payer un loyer et de remplir son frigo, mais ils sont néanmoins la seule possibilité d'emploi en période de chômage de masse. Devrait-on exiger des chômeurs qu'ils se battent pour ce type d'emplois ?

Plus globalement, la précarisation de la société s'est étendue à des sphères jusque-là protégées, au point que la grande majorité des salariéEs de ce pays souffre de ses conditions de travail. Faut-il rappeler la funeste série de suicides à France Télécom pour se faire une idée de la situation ? Dans une moindre mesure, combien sont-ils, ceux qui le vendredi après-midi, après une semaine de labeur, vous chantent «vivement lundi et le retour au bureau» ? Hormis chez quelques couches privilégiées de la population, l'idée du travail émancipateur a fait son temps : le travail aliène, et c'est une réalité. Dès lors, comment peut-on raisonnablement imaginer aujourd'hui que le droit à l'emploi puisse signifier autre chose que le droit de se faire exploiter ? Dans un contexte d'injonction à l'«employabilité» coûte que coûte et de pression du sacro-saint marché des capitaux sur les forces de travail, le droit à l'emploi ne peut être que le devoir d'accepter les conditions de travail au rabais imposées par la société capitaliste. Pour cela, revendiquer un droit au revenu déconnecté de l'emploi, c'est au contraire s'opposer à la centralité de l'esclavage salarial dans nos vies, et c'est revendiquer le droit d'exister via «autre chose» que cette aliénation subie qu'est le travail. Cette «autre chose», comme l'avait déjà démontré André Gorz (*Adieu au Proletariat*), est à chercher du côté du temps libre, véritable vecteur d'émancipation et producteur de richesse sociale. S'il existe des activités productives essentielles, nécessaires au fonctionnement de la société (par exemple, fabrication des produits de consommation courante, entretien du mobilier urbain, fonctionnement des équipements publics), celles-ci doivent être réparties entre tous ou rendues attractives grâce à une forte revalorisation des salaires associés, mais quoi qu'il en soit, on doit admettre que ce n'est pas à travers elles que l'être humain s'épanouira. Même s'il a lieu dans le cadre d'une coopérative autogérée, un travail rébarbatif reste un travail rébarbatif. L'émancipation se situe à côté, dans la sphère du temps librement choisi.

Cet espace libéré en dehors de l'emploi est porteur d'utilité et donc de richesse sociale, au-delà des activités économiquement reconnues et valorisées par le «marché».

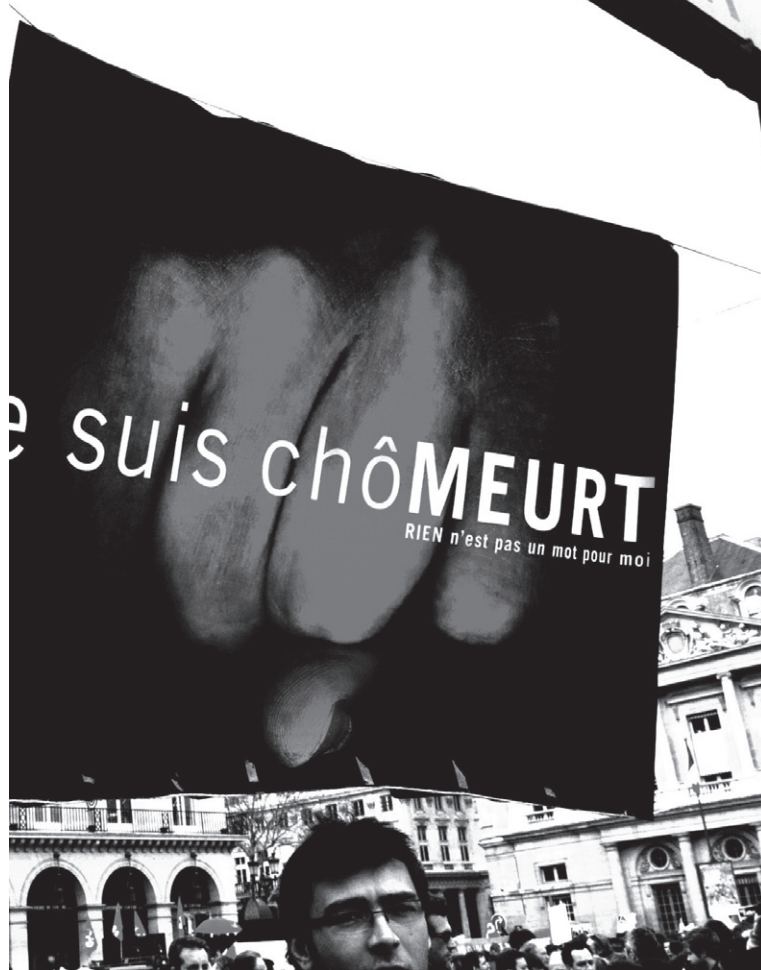
D'ailleurs, la mise en place d'un droit au revenu pour tous, en permettant l'épanouissement dans la sphère du temps libre, permettrait en même temps une amélioration globale de la nature des emplois. Si chaque personne disposait d'un revenu garanti lui permettant de vivre correctement, les emplois au rabais proposés par les entreprises ne trouveraient pas preneurs, et les conditions de travail de l'ensemble des salariés seraient ainsi revalorisées. Sans l'armée de réserve des chômeurs et précaires prêts à accepter n'importe quel emploi, c'est toute la logique capitaliste du système qui s'effondre !

Certes, en période de régression sociale organisée par les gouvernements socio-libéraux du monde entier, le droit au

revenu pour tous peut sembler bien lointain. Mais au-delà de son applicabilité concrète, la dimension majeure du droit au revenu réside dans les effets que produisent la formulation et le combat pour cette revendication sur les rapports de forces actuels de la société capitaliste. Au fond, peu importe que le droit au revenu soit concrètement mis en œuvre dans un an ou dans cinquante.

En effet, quelle que soit l'issue de la lutte pour le droit à un revenu garanti pour tous, il existe un intérêt stratégique essentiel à porter cette revendication ici et maintenant. Le simple fait de poser l'exigence pour chacune et chacun d'avoir les moyens de vivre sans se soumettre à la dictature de la production capitaliste permet un renversement immédiat du rapport de forces dans la société. Exiger le droit au revenu, cela revient à dire à son patron : «*je ne devrais pas dépendre de toi, même si, aujourd'hui, les choses sont ainsi*». De la même manière, il s'agit pour les chômeurs de relever la tête face aux culpabilisations de Pôle emploi : «*Je ne ramperai plus pour des temps partiels en intérim payés des miettes sous prétexte de chômage, ce que je veux, c'est un revenu*». Par conséquent, en retirant du pouvoir symbolique aux détenteurs du capital et à ses serviteurs que sont l'État et Pôle emploi, la revendication du droit au revenu fournit de la puissance et des armes contre l'oppression capitaliste. Et surtout, elle permet d'intégrer pleinement les chômeurs et précaires, de plus en plus nombreux en temps de crise, dans une perspective de transformation sociale. □

Photothèque Rouge/JMB





# UN DÉBAT LIÉ À L'HISTOIRE

PAR LOUIS-MARIE BARNIER

**D**éfendre le droit au travail ou le revenu universel ? Pour comprendre comment aborder ce débat, il faut donc en éclairer les étapes.

## LE TRAVAIL ÉMANCIPATEUR ?

Un premier débat porte sur le travail. Le marxisme a porté longtemps l'idée que le travail est émancipateur par lui-même, que le capitalisme dénaturait le rapport au travail en « aliénant » le travail de l'ouvrier (en lui retirant le fruit du travail, et les décisions sur les conditions pour l'effectuer). Difficile en effet pour le syndicalisme, qui tire son identité des rapports de travail et de la défense des salariés, de ne pas défendre que le travail émancipe ou du moins devrait le faire !

Marx lui-même n'avait pas été si affirmatif : il ne s'agit pas pour lui d'organiser le travail, mais de le supprimer, pour remplacer certaines de ses fonctions par la libre activité, car « jamais le travail n'engendre la jouissance vraie, tout au plus un certain enivrement ». Lafargue, gendre de Marx, ne défend pas moins que « le droit à la paresse » (1883). Son objectif est donc de « mater la passion extravagante des ouvriers pour le travail » ! Et il propose au prolétariat de se lever en masse pour l'interdiction de travailler plus de trois heures par jour ! Le marxisme porte donc historiquement ces deux traditions, émanciper le travail et s'émanciper du travail.

## LE TEMPS LIBRE ÉMANCIPATEUR ?

Le second débat, plus récent, défend le temps libre comme élément émancipateur. Trois moments pour ce débat.

Les années 1968 s'accompagnent d'une remise en cause du travail et d'un questionnement sur la classe ouvrière. Pierre Naville, un des fondateurs du trotskisme français, défendait que seul le temps libre permet d'envisager l'émancipation de la classe ouvrière. Ce temps libre remet en cause le travail lui-même : « Nul n'accepterait de se laisser exploiter que deux heures par jour » (Simone Weil, philosophe anarchiste, 1936). Dans ces années, on assiste à la remise en cause du taylorisme mais aussi à la montée d'un chômage structurel. De plus, les nouvelles générations militantes se forment contre le PCF en remettant en cause le rôle central qu'il donne à la « classe ouvrière », les ouvriers de production. C'est en faisant son « adieu au prolétariat », en 1980, que Gorz oppose, au travail émancipateur, le temps non marchandisé, non soumis aux règles marchandes, pour un processus d'émancipation.

En 1993, autour de la revue *Collectif*, le mouvement AC ! Agir contre le chômage se crée à l'occasion de la Marche des chômeurs de 1994 (200 collectifs). Le mouvement naissant se bat pour le « partage des richesses et du travail ». Mais l'intervention des comités locaux est surtout axée sur l'amélioration des conditions d'existence et l'indemnisation. Il bénéficie de l'élan des mouvements sociaux autour de 1995, qui redonna confiance à Bourdieu dans la possibilité d'une transformation sociale. Le mouvement se renforce lors des occupations d'Assedic de 1997.

Mais ce mouvement est fragile. Dans la lente descente des

mouvements de chômeurs, la scission d'AC ! de 1998 s'est jouée justement autour de cette question du droit au revenu défendu par le courant Cargo qui met en avant le slogan « Avec ou sans travail, un revenu c'est un droit ». Il défend un salaire social répondant aux transformations du système productif, un revenu garanti inconditionnellement par l'État (Toni Negri). La crise correspond aussi au moment de la mise en retrait du mouvement syndical du mouvement AC ! (95% de syndicalistes en 1994, quelques-uns en 2008). L'idée qu'on est installé dans la crise et qu'un certain taux de chômage est irrémédiable, fait son chemin. Ajoutons l'effet dévastateur des lois Aubry qui ont tué l'idée que la RTT pouvait créer des emplois. Tous ces éléments expliquent que le mouvement des chômeurs mette moins le droit à l'emploi comme première revendication.

## ET AUJOURD'HUI, DANS LE NPA...

Que montre cette rapide histoire du débat ?

1/ D'abord que défendre le droit au travail, ne veut pas forcément dire « émancipation par le travail ». Ce débat n'est pas tranché, certains courants syndicaux peuvent dire que la « valeur Travail » n'appartient pas à Sarkozy et qu'il faut défendre un travail libéré, dans lequel on se reconnaît. Le droit au travail représente le fait de se situer, dans le rapport capital-travail qui structure la société, du côté du travail.

2/ Ensuite, que l'urgence est prédominante dans les luttes des chômeurs et précaires. On ne peut tout axer sur l'idée d'un monde futur où chacun aurait un travail et où les besoins pour vivre seraient résolus. Pour pouvoir vivre aujourd'hui, il faut un revenu.

3/ Enfin que la question de « quelle revendication ? » est largement liée à la question : « qui porte la revendication » (qu'est-ce qu'on construit comme collectif) et face à qui.

◆ Si on considère le droit au revenu comme un droit de citoyenneté, le mouvement des chômeurs, la société civile porteuse des besoins sociaux doit mettre en avant un droit au revenu porté par l'État. Le sujet de l'affrontement devient le citoyen, la « multitude » face à un capitalisme qui s'incarne dans l'État, voire dans un système.

◆ Certains défendent un salaire socialisé pour tous, signifiant l'appartenance au monde du travail par opposition à ceux qui dirigent l'économie, et financé par les revenus du travail. Pour Bernard Friot, toute activité sociale crée de la valeur et justifie un salaire. Mais le mouvement féministe nous alerte sur la banalisation du travail ménager que l'on ne peut reconnaître comme un travail réel.

◆ De même, le droit à l'emploi ne peut être mis en avant, et c'est une leçon du mouvement des chômeurs depuis 20 ans, que si c'est le mouvement syndical qui le porte en lien avec les associations et syndicats de chômeurs. C'est justement le débat à lancer aujourd'hui. Le NPA doit mettre en avant le droit à l'emploi et le droit au revenu comme deux nécessités conjointes. On doit porter un projet d'émancipation du travail, dans les deux sens : s'émanciper de la nécessité du travail comme travail salarié, soumis et exploité. S'émanciper du travail comme temps contraint. Cela demande bien sûr d'enrichir notre vision stratégique et d'intégrer dans la lutte le mouvement des chômeurs et précaires. S'émanciper dans le travail ne peut donc suffire, il faut y lier une émancipation politique qui est d'abord collective. □

| 1. B. Friot, *L'avenir des retraites*, la Dispute, 2010.

POSTCOLONIALISME

# Un apport indispensable à la réflexion anticapitaliste

PAR ANTOINE BOULANGÉ

**D**ans *Tout est à nous !* La revue de septembre, François Coustal fait, à travers l'étude d'une série de livres, une critique du postcolonialisme qui tend à le réduire à « une nouvelle mythologie » et vise à lui dénier toute crédibilité. Il ne s'agit pas de faire de ce courant l'alpha et l'oméga mais on ne peut le réduire ainsi. Au contraire, les théories « post-coloniales » doivent nourrir la réflexion anticapitaliste et, si nous devons en critiquer les limites, il nous faut d'abord en mesurer l'apport à la lutte antiraciste et anti-impérialiste.

Tout d'abord, on ne peut pas considérer ce courant comme « idéologiquement homogène », et le réduire à une seule explication : « le colonialisme est la cause de tout ». Les théories « post-coloniales » puisent leurs racines chez Frantz Fanon et Edward Saïd. Il y a aujourd'hui une grande diversité avec des auteurs comme Saïd Bouamama, Elsa Dorlin, Pap Ndiaye... Ces auteurs cherchent à relier les questions coloniales et sociales, tout en mettant en exergue les structures et représentations dominantes des rapports entre les opprimés et le système. Ces courants posent une question très importante qui est celle de l'identité. L'identité de peuples entiers a été détruite par le développement du capitalisme, de l'impérialisme et du racisme. Comment s'en reconstruire une ? S'il y a quelque chose de commun à tous ces courants, c'est que cette identité ne peut se reconstruire qu'en opposition à celle des dominants. En quoi cela serait-il illégitime ? Nous devrions plutôt essayer de comprendre pourquoi ces courants suscitent une telle défiance dans une grande partie de la gauche. Aujourd'hui, il n'y a quasiment plus de critique, fut-elle de gauche de la République et de la laïcité. Ce sont des « mots magiques » censés faire consensus et ne pouvant être remis en cause. Les courants postcoloniaux sont parmi les rares à poursuivre ce travail. Ils ont raison de dénoncer le « mythe national » que constitue l'histoire dominante de la République et du colonialisme. En disant cela, ils ne font que

redécouvrir ce que Suzanne Citron avait démontré il y a plusieurs dizaines d'années<sup>1</sup>. C'est fondamentalement cette critique qui choque Yves Lacoste et Jean-François Bayart, qui appartiennent tous deux à la gauche républicaine. Même s'il vient du tiers-mondisme, Lacoste a évolué vers la défense d'une nation « mythique » allant jusqu'à soutenir Chevènement en 2002 et aujourd'hui il déclare même à son propos : « On dit aussi que je suis islamophobe parce que je suis contre les islamistes et le refus de la laïcité »... Moins engagé politiquement Bayard a cependant une vision bien particulière de l'histoire qui doit « sauver l'histoire de la nation » selon le beau titre de *Prasenjit Duara, en tournant à un discours morose de la République sur elle-même*. Même si certaines de leur critique sont justes, on ne peut pas partager leur démarche, or l'article de François Coustal contourne ce problème et est même plutôt élogieux quant à ces auteurs (le troisième ouvrage de Frederick Cooper est un peu différent et mériterait une contribution spécifique, car plus contradictoire).

On fait souvent le reproche à ces courants d'ignorer la question sociale, mais le problème principal est d'abord la non-prise en compte de la question « coloniale » par le mouvement ouvrier. Il ne faut pas oublier qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1914, la quasi-totalité de la gauche française (en particulier Jaurès) a soutenu le colonialisme au nom du progrès et des droits de l'homme (blanc?!). Il ne faut pas oublier non plus que le PCF était au gouvernement lors du massacre de Sétif et a soutenu l'intervention militaire en Algérie en 1956... Plus récemment, où était la gauche française lors des trois semaines de révolte des jeunes en banlieue en 2005, alors que Sarkozy réactivait l'état d'urgence avec un décret datant de la guerre d'Algérie ?

Il y a eu une véritable critique de gauche des notions héritées de « la République et des Lumières » dans les années 1960-1970. À l'époque, les écrits de Fanon ou de Malcolm X

ne suscitaient pas la même méfiance qu'aujourd'hui. La gauche radicale, contrairement au PCF depuis les années 1930, était capable d'écrire des choses assez proches de ce que l'on retrouve aujourd'hui porté par les « postcolonial studies » à propos du colonialisme, de l'impérialisme et du racisme. Ces questions n'étaient pas déconnectées de la lutte des classes, au contraire. Mais le reflux a été particulièrement fort sur ce terrain. Le résultat c'est effectivement, comme le souligne François Coustal, une déconnexion de ces questions des questions sociales. Mais à qui le reprocher ? Si, comme nous le souhaitons tous, nous voulons construire un parti large, ouvert, capable de s'implanter dans les couches populaires immigrées ou d'origine immigrée, il faudra être capables de reconstruire une véritable mémoire de cette histoire, en s'attaquant ensemble à l'histoire dominante. Il ne s'agit pas de reconstruire évidemment un nouveau mythe, mais cela ne pourra se faire en balayant d'un revers de main un courant idéologique et politique qui se bat lui aussi contre le système. □

1. Elle publiait en 1989, à l'occasion du bicentenaire de la révolution française, un important ouvrage *Le Mythe national, l'histoire de France en question où elle récuse l'idéologie dominante et montre comment l'enseignement de l'histoire a été construit au service du nationalisme et du colonialisme de la III<sup>e</sup> République*.



# Une théorie de l'assujettissement et de la résistance

PAR GISÈLE FELHENDLER

Retour à Reims est le récit intelligent et lucide du retour sur soi et ses origines auquel se livre le sociologue Didier Eribon, analysant sa trajectoire personnelle à la lumière des déterminismes collectifs, au-delà des ressorts psychologiques trop limités.

Principalement intéressé jusqu'alors aux mécanismes de domination liés à l'identité sexuelle, Eribon, dont les écrits se rangeaient plutôt dans les «gender studies», introduit la problématique sociale pour construire une théorie de l'assujettissement et de la résistance.

Analyse de la rupture, tant intellectuelle qu'affective, de l'auteur avec le milieu ouvrier dont il est issu, ce livre se joue des classifications, tout à la fois autobiographie, étude sociologique, rétrospective historique, essai politique.

Le décès de son père avec lequel il n'avait plus aucun contact ne lui inspire pas de chagrin mais du désarroi. C'est alors l'occasion de revenir dans sa ville natale et de s'y confronter à son milieu. C'est à partir de vieilles photos retrouvées chez sa mère qu'il revoit son ascension sociale et pose une réflexion sur la famille et la classe qui furent les siennes. Rejaillit alors la mémoire enfouie, déniée, de l'enfant honteux de grandir en HLM, frère d'un apprenti boucher, fils d'ouvrier d'usine et de femme de ménage que la guerre empêcha d'entrer en 6<sup>e</sup>, dont les mots disent la réalité d'un monde dominé. Décryptage d'un système scolaire dont il se considère comme miraculé, déchiffrement du mode de vie et de pensée du monde ouvrier à travers l'histoire des membres de sa famille, mise à nu d'une division sociale injuste, d'un système démocratique mais néanmoins violemment inégalitaire. Retour vers les siens pour comprendre la violence sociale qui impose le consentement à l'ordre des choses. Le récit est ponctué de détails jamais insignifiants, par exemple sur ses études



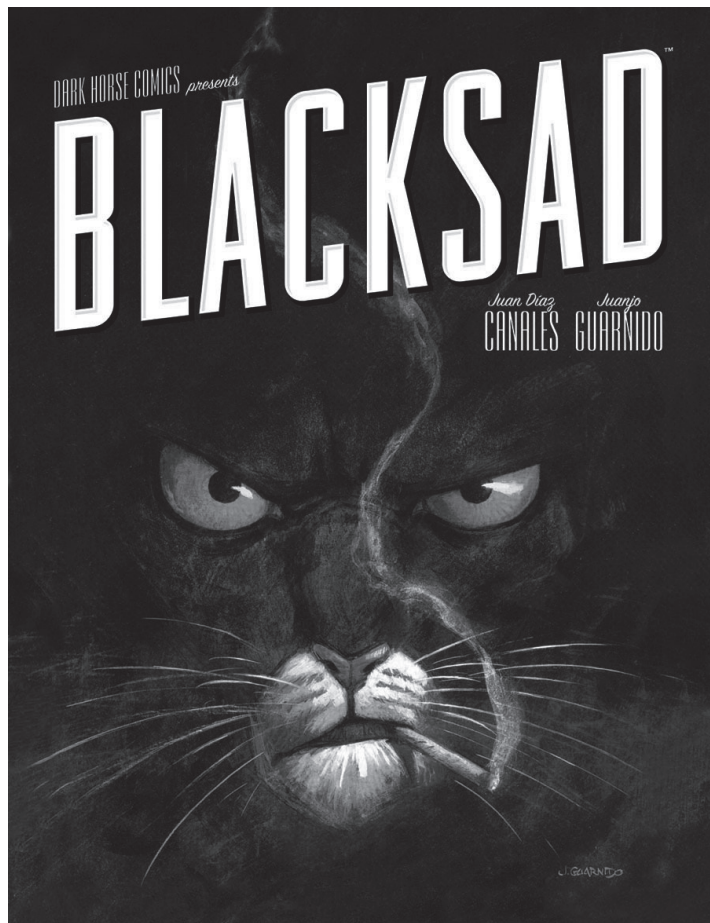
dans un lycée de garçons essentiellement fréquenté par les fils de la bourgeoisie locale, ses goûts musicaux (la chanson de Françoise Hardy *Tous les garçons et les filles* lui semble avoir été écrite pour évoquer la solitude des jeunes gays). L'adhésion au «capital culturel» transmis par l'école lui permet, en tant que jeune gay issu des classes populaires, de donner un sens à sa différence et de se bâtir un monde hors de son milieu d'origine. Et cette cicatrice entre identité originelle et nouvelle identité, acquise au prix d'un dur combat intime, reste prégnante.

Ce retour aux sources est l'occasion d'une lecture de l'histoire récente de la gauche et de la recherche des raisons du désamour d'un électorat jusque-là acquis, souvent proche du Parti communiste, appelé tout simplement «le Parti», mais basculant pourtant dans le vote FN. Eribon articule le lien entre oppressions sociale et sexuelle en prenant en compte

*Retour à Reims,*  
Didier Eribon,  
Editions Fayard,  
252 pages, 18 euros.

toutes les formes de domination (sexe, race, classe). Est-il possible, demande-t-il, de «parler d'une guerre implacable menée par les classes dominantes contre les classes populaires en général? La situation des ghettos urbains montre comment on traite certaines catégories de la population, comment on les repousse aux marges de la vie sociale et politique, comment on les réduit à la pauvreté, à l'absence d'avenir.»

Ses références sont autant les ouvrages de James Baldwin ou John Edgar Wideman que les travaux de Richard Hoggart ou encore la démarche d'Annie Ernaux. Itinéraire d'un bon élève d'origine populaire, contraint de taire ses désirs dans un milieu traditionnellement viriliste, («les gens comme toi» disait sa mère), fasciné par la découverte de la littérature et du marxisme, reprochant à ses parents de n'être pas l'image parfaite du prolétaire. Au fil de cette confession-introspection se dessine le portrait d'un homme avide de devenir libre à partir de ce qui le détermine, le sujet de sa propre histoire. Un livre bouleversant sur le façonnage des identités, qui ne parle pas uniquement de reproduction et de mimétisme figé, mais aussi de dissidence, de choix, d'affirmation de soi et surtout de victoire sur soi. □



# BLACKSAD : UN CHAT NOIR QUI FERA VOTRE BONHEUR !

PAR HENRI CLÉMENT

En l'espace de quelques années, la série *Blacksad* s'est hissée au rang de bande dessinée culte, dont chaque nouvelle parution est attendue avec impatience. Réalisée par deux Espagnols de talent, Diaz Canales pour le scénario et Guarnido pour le dessin, chaque tome est une petite perle noire. Lorsque le lecteur rencontre notre héros, dans le premier tome intitulé *Quelque part entre les ombres*, il ne sait rien de lui ou presque : un imperméable, une cigarette, un mauvais caractère et un humour acerbe, il s'agit bien d'un détective privé, dans la droite ligne des romans *hard-boiled* (entendez « dur à cuire »).

Dur à cuire, notre chat noir l'est certainement, lui qui a le chic pour aller se fourrer dans des situations inextricables. Dans ce premier volume, au cours de sa recherche d'un comédien disparu, vraisemblablement éliminé par un amant jaloux et puissant, il se fait salement dérouiller par deux hommes de main, de vraies armoires à glace, et échappe à pas moins de deux tentatives d'assassinat. Petit privé sans grande envergure lorsque commence la série, cette première

enquête va conduire *Blacksad* à transgresser les règles en vigueur et à contourner la loi pour rendre la justice. Dans cette démarche, il peut compter sur le soutien du commissaire de police de la ville, Smirnov, qui incite *Blacksad* à poursuivre son enquête lorsque les autorités en place tentent d'étouffer l'affaire. Il ira d'ailleurs jusqu'à lui fournir un alibi le mettant à l'abri d'éventuelles poursuites. Le flic et le détective travaillent main dans la main, comme ce sera le cas dans les albums suivants avec *Weeky*, un journaliste, afin de découvrir la vérité. Mais cette recherche de la vérité implique de transgresser les limites, et la frontière entre justice et vengeance devient particulièrement floue. Dans ce monde où la relativité des valeurs devient la règle, où l'appât du gain et la soif de pouvoir conduisent au mensonge et au meurtre, et où l'institution judiciaire se révèle incapable de punir les coupables, la série, dans la veine classique du polar et du western, repose les questions traditionnelles du bien, du mal et de la justice. Tout en ayant pour cadre la société américaine des années 1950, cette série aborde des problématiques hautement

contemporaines : l'arme atomique, le chômage, le racisme, l'industrie pharmaceutique... Dans cette société mouvante, les positions de chacun sont susceptibles d'évoluer, en bien comme en mal. Dans le troisième volume, on apprend ainsi qu'avant de devenir le justicier que nous connaissons, *Blacksad* était un petit délinquant, comme il l'explique à son ancien mentor : « *je n'ai pas beaucoup changé mes habitudes. Seulement de place. Avant je courais devant la police... et maintenant je cours après les méchants.* » Les scénarios de chaque album, bien que très ramassés – il s'agit de faire tenir une intrigue complète en un peu plus de 50 pages – bénéficient d'une grande richesse de détails et d'une véritable dynamique. Mais ce qui fait la grande force de la série, c'est son impressionnante qualité graphique. Le principe de représentation des qualités et défauts humains à travers des figures animales se retrouve aussi bien dans le chamanisme, l'animisme africain, ou encore l'univers des dieux égyptiens. Dès l'antiquité, la *Batrachomyomachie*, la Bataille des grenouilles et des rats, utilise ce principe pour parodier *Illiade*. En faisant le choix d'animaux anthropomorphes pour incarner les personnages, les auteurs s'inscrivent dans une tradition culturelle, en jouant en particulier sur deux genres bien connus : les fables et les dessins animés. Car *Blacksad*, c'est un peu La Fontaine qui enquête revolver

au poing à Disneyworld. Le « casting » des personnages à lui seul est un tour de force : il s'agit à la fois de doter chacun d'une véritable individualité, d'une certaine épaisseur mais il faut aussi trouver l'animal le plus adéquat. Un chat, un chien, un cheval... loin de caricaturer les situations, ce choix confère une grande profondeur à chacune des scènes, en mobilisant immédiatement l'imagination du lecteur, et tout un arrière-plan de symboles et de représentations. Le travail de Guarnido donne la pleine dimension de cette bande dessinée : ce travail minutieux, et l'utilisation de l'aquarelle, viennent soutenir l'ambiance année 1950, comme si nous nous retrouvions plongés dans un film d'époque. Le côté pastel de l'aquarelle, qui apporte une dimension un peu délavée, passée, qui brouille les contours, exprime parfaitement sur le plan graphique cette société où les repères deviennent plus flous, les limites moins claires, moins précises, où chaque individu, à l'instar de *Blacksad*, se retrouve perdu au milieu de la brume, et ne peut se fier qu'à sa seule raison. Alors, si vous ne connaissez pas encore cette série, jetez-vous dessus. Pour tous les autres, il ne vous reste plus qu'à prendre votre mal en patience d'ici le cinquième album ! □

## **Blacksad.**

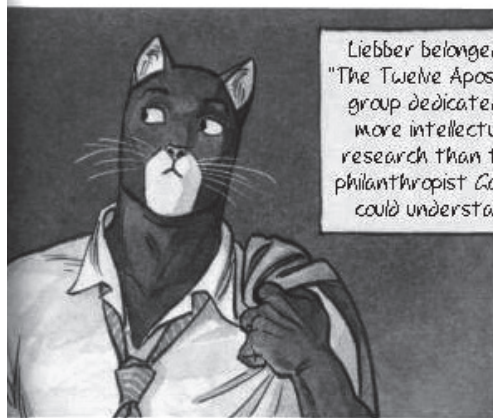
1. *Quelque part entre les ombres* ;
2. *Arctic-Nation* ;
3. *Âme Rouge* ;
4. *L'Enfer le silence*. Dargaud, 56 pages, 13,50 euros





"...those sad, broken, sunken-eyed fools squatted and smoked and waited for the supernatural in abandoned shelters, in jazz meditation floating over the sea of cities..."

I had gone to the party despite knowing full-well that Gotfield would be there. But since my meeting with Liebber, I'd acquired a pining for the good old days. The days when his father, "the minister" to us, would do his "social work" in our miserable quarter of town.



Liebber belonged to "The Twelve Apostles", a group dedicated to more intellectual research than that philanthropist Gotfield could understand.



Among them were men such as Greenberg, the beat poet. At his feet, the married couple entranced by him, the photographer Dora and her husband Klein, the sculptor.



The time of the "witch hunt" was fast approaching. Bill Ratcliff and Jess Logan, actor and director, respectively, had dug themselves in firmly, and the blacklist be damned. The mishmash of people also included the Russian painter Sergej Litvak, the great chemist Laszlo Herzi...



...and the novelist, Alma Meyer.





